

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	1
PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE SUR L'AIDE EXTERIEURE ET LE SECTEUR AGRICOLE.....	4
Chapitre I : GENERALITES SUR L'AIDE EXTERIEURE	4
I. Aperçu Générale sur l'aide extérieure	4
II. Approche théorique de l'aide extérieure	12
Chapitre II : L'importance de l'agriculture	23
I. Définitions des concepts.....	23
II. Analyse théorique du rôle du secteur agricole dans la croissance et le développement.....	25
PARTIE II : IMPACT DE L'AIDE EXTERIEURE SUR LE SECTEUR AGRICOLE	34
Chapitre I : L'agriculture à Madagascar.....	34
I. L'agriculture à Madagascar	34
II. Situation de l'aide à Madagascar.....	45
Chapitre II : Impact de l'aide extérieure sur le secteur agricole à Madagascar.....	54
I. Rappel de la théorie de corrélation	54
II. L'impact de l'aide sur le secteur agricole à Madagascar.....	56
CONCLUSION GENERALE	60

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS et ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
AMP	Aid Management Platform
APD	Aide Publique au Développement
APDRA	Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique
BAD	Banque Africaine de Développement
BIRD	Banque International pour la Relance et Développement
BM	Banque Mondiale
CAD	Comité d'Aide au Développement
CAEM	Conseil d'Aide Economique Mutuelle
CRS	Catholic Relief Services
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
ECA	Economic Coopération Administration
ENSOMD	Enquête National sur le Suivi des OMD
ERP	European Recovery Program
FAO	Food and Agriculture Organization
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FID	Fonds d'intervention pour le développement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GIZ	Global Partnership for Education / Partenariat Global pour l'Éducation
IDH	Indicateur de Développement Humain
INSTAT	Institut National de la Statistique
IR	Institut(s) de Recherche
JICA	Japan International Cooperation Agency
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MAP	Madagascar Action Plan
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMD	Objectif(s) du Millénaire pour le Développement
ONG/ONGI	Organisation(s) Non Gouvernementale(s) / ONG Internationale(s)
ONUDI	Organisation de Nations Unies pour le Développement Industriel
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PADR	Plan d'Action pour le Développement Rural
PAE	Plan d'Action Environnementale
PANSA	Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire
PED	Pays en Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PNDR	Programme National de Développement Rural
PNF	Programme National Foncier
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PSDR	Programme de Soutien au Développement Rural
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTMF	Programme de Transport en Milieu Rural
RNB	Revenu National Brut
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SNU	Système des Nations Unies
STP-CA	Secrétariat Technique Permanent pour la Coordination de l'Aide
UE	Union Européenne
USD	United States Dollars
VPEI	Vice-Primature chargée de l'Économie et de l'Industrie

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Effectif des matériels agricoles à Madagascar en 2005	40
Graphique 2 : Évolution des principaux produits d'exportation	42
Graphique 3 : Poids des secteurs dans le PIB	44
Graphique 4 : Évolution de l'APD à Madagascar en millions USD	45
Graphique 5 : Structure et évolution sectorielle de l'aide à Madagascar	48
Graphique 6 : Nuage des points et droite d'ajustement de l'APD et de l'exportation	59

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractéristiques du secteur traditionnel et du secteur moderne	24
Tableau 2 : Structure et évolution sectorielle de l'aide des PTF	47
Tableau 3 : Principaux PTF dans le Développement Rural avec le montant d'aide allouée ...	51
Tableau 4 : APD secteur agricole et PIB agriculture	57
Tableau 5: APD secteur agricole et exportation agricole	58

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La quête de développement économique est devenue une fin en soi incontournable dans certains pays, en occurrence, les pays récemment émancipés du colonialisme comme Madagascar. Afin d’embrasser ce concept, qui pendant longtemps prêche une certaine ambiguïté, une certaine unanimité est admise au sein des économistes selon laquelle le développement doit être précédé de la croissance économique. Comme tout pays en développement, plusieurs politiques s’y sont succédé dans plusieurs domaines.

Parmi ces mesures se retrouvent celles qui sont issues du programme d’ajustement structurel. Madagascar s’est engagé, depuis les années 1980, à contracter des prêts auprès de nombreux bailleurs de fonds notamment le Fonds Monétaire Internationale et la Banque Mondiale en vue de combler les ressources intérieures. Ces derniers ont associé l’aide à des certaines conditionnalités « Consensus de Washington » dont le fondement réside dans la théorie néolibérale du marché prônant un sévère désengagement de l’État et une discipline budgétaire strict. Ainsi, le financement extérieur à travers l’aide publique au développement est, certes, venu à Madagascar, toutefois les montants alloués aux différents secteurs dépendent entièrement de l’affinité des donateurs.

Madagascar recense actuellement plus de 22,6 millions de personnes et plus de deux tiers de cette population vive dans l’agriculture. Elle emploie plus de 80% de la population active et contribue notablement à hauteur de 26% du Produit Intérieur brut. Ainsi, à Madagascar, comme tout autre pays en développement, le secteur agricole se présente comme un secteur clé de l’économie. Il est indéniable que ce secteur a reçu de l’appui des Partenaires Techniques et Financiers. Mais ces aides donnent-elles les résultats pratiquement escomptés en termes de croissance?

La problématique qui se pose ici est ainsi : l’aide extérieure affectée au secteur agricole influence-t-elle la production agricole ? Il est intéressant, en termes de variable macroéconomique, d’analyser l’impact de l’aide extérieure sur le secteur agricole, étant donné que ce secteur tient un rôle important dans l’économie malagasy.

L’objectif de ce travail est d’examiner la relation entre l’aide au secteur agricole et la croissance agricole à Madagascar de 2000 à 2012. Le choix de cette période d’analyse s’explique par la disponibilité des données sur le montant d’aide affectée au secteur agricole.

Afin d'atteindre cet objectif, il convient de se baser sur une hypothèse selon laquelle l'aide extérieure influe positivement la croissance économique.

Pour rester en cohérence avec l'objectif, ce mémoire se subdivise en deux parties. La première partie est consacrée à l'approche théorique ou le cadre d'analyse où l'on aborde, en premier chapitre, l'aide extérieure dans ses généralités telles que la définition des concepts, la justification de l'aide et les revues théoriques y afférentes. En second chapitre, il convient de relater l'importance de l'agriculture dans l'économie comme, d'une part, un secteur au service des autres secteurs moteurs de croissance et d'autre part, comme un secteur de référence de croissance. Puis, la deuxième partie consiste à examiner l'impact de l'aide extérieure sur le secteur agricole. L'analyse de l'agriculture, d'un côté, et l'analyse descriptive de l'aide extérieure à Madagascar, de l'autre côté, constituent le premier chapitre de ce seconde partie. Pour le dernier chapitre, il sera consacré à l'analyse de corrélation entre les données en question.

PARTIE I :

**APPROCHE THÉORIQUE SUR L'AIDE
EXTÉRIEURE ET LE SECTEUR AGRICOLE**

Rapport-Gratuit.com

PARTIE I : APPROCHE THÉORIQUE SUR L' AIDE EXTÉRIEURE ET LE SECTEUR AGRICOLE

De son origine l'aide a pour objectif d'amorcer la croissance économique et le développement, en s'appuyant davantage sur un secteur dit moteur du pays bénéficiaire. Dans les pays en développement, le secteur agricole semble occuper un rôle important. L'objet de cette première partie est de donner une analyse théorique de l'aide extérieure et du secteur agricole. Ainsi, la considération générale sur l'aide fera l'objet du premier chapitre. Tandis que le second chapitre consiste à étayer l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Chapitre I : GÉNÉRALITÉS SUR L' AIDE EXTÉRIEURE

Ce présent chapitre consiste à traiter les différentes théories relatives à l'aide extérieure. Mais avant d'en arriver là, un aperçu qui rappellera le contexte historique, les divers concepts relatifs à l'aide paraissent nécessaires.

I. Aperçu général sur l'aide extérieure

1.1. Contexte historique

Les transferts des ressources existent depuis longtemps entre les différents pays ou entre les différentes tribus. L'histoire montre que les pays ont constamment eu recours à l'extérieur pour le maintien ou l'amélioration de leur bien-être. À l'époque coloniale, l'octroi des prêts et dons aux administrations coloniales a été prévu par la loi britannique sur le développement des colonies en 1929.¹ Ne citer que l'aide extérieure accordée par l'État aux entreprises colonialistes comme la Compagnie Marseillaise à Madagascar et les subventions pour démarrer les industries naissantes du colonisateur.

Étant donné que l'usage des pratiques revêtant un caractère de force est en principe condamné par la communauté internationale. À nos jours les pratiques anciennes pour concourir au financement de l'activité économique se sont substituées par une forme plus moderne : l'emprunt. Les interdépendances économiques qui caractérisent le monde

¹ Voir « Doublement de l'aide : assurer la grande poussée », LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN

contemporain ont donné une certaine assise à cette forme de concours. Celui-ci s'apparente souvent sous forme d'aide pour les pays en développement.

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, les pays dévastés par la Guerre en occurrence les pays de l'Europe sont avides de Reconstruction. La communauté internationale a œuvré, pendant la Conférence de Bretton Woods en 1944, pour l'édification des grandes institutions internationales tels le FMI et la BIRD (aujourd'hui la Banque Mondiale). Ces structures permettent de véhiculer facilement et rationnellement des prêts et ont pour vocation d'apporter des concours financiers à des pays engagés dans la bataille du développement. C'est ainsi que nais un vaste marché financier auquel s'adressent sociétés, institutions ou États lequel devient après la source d'aide multilatérale.

Le recours à l'emprunt à l'extérieur a encore pris de l'ampleur le lendemain de la période de décolonisation : vers les années 1960. Tout simplement, parce que les pays anciennement colonisés veulent prendre le chemin du développement d'où l'appellation « Pays en développement ». À défaut de ressources tant financières que technologiques, ces derniers ont recouru aux prêts et dons proposés par les institutions financières internationales et par certains pays. Par ailleurs, dans les années 1970 les deux chocs pétroliers ont entraîné l'économie mondiale dans une profonde récession : de nombreux pays ont subi une crise de la dette. C'est par là que le rôle des FMI et la Banque Mondiale a pris de l'ampleur en proposant une aide au développement qui a pour cadre l'ajustement structurel. Néanmoins, la première formulation de l'aide d'un pays à un autre remonte à l'époque de la reconstruction des pays de l'Europe, théâtre de la Seconde Guerre.

L'émergence de l'aide au développement remonte à l'époque de la Guerre froide. Cette tentative de reconstruction fut marquée par la bipolarisation² du monde à l'issu de laquelle l'Europe se trouve dans une situation complexe. L'aide pour l'Europe provient d'abord sous la proposition des États-Unis à travers le plan Marshall. L'URSS et ses États satellites d'Europe centrale sont aussi conviés à cette aide. Idéologiquement contradictoire, l'URSS considérant le plan comme une menace refuse et établit par la suite une alternative par le biais du CAEM : Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM en anglais COMECON) qui est chargé de coordonner les économies des démocraties populaires et de planifier les échanges commerciaux entre elles.

² Discours prononcé par Churchill à Fulton(Floride) le 05 mars 1946

- ***Le plan Marshall***

Le plan Marshall ou European Recovery Program(ERP) est un programme de reconstruction s'étalant sur quatre années dont le montant d'assistance économique et technique correspond à 13 milliards de dollars (l'équivalent de 100 milliards de dollars de 2006, lorsque l'on ajuste cette somme pour tenir compte de l'inflation)³. L'organisation de l'aide est attribuée à l'Economic Coopération Administration (ECA) qui travaille conjointement avec les gouvernements récipiendaires dans la gestion de l'aide. Sa mission était de stimuler la production européenne, de stabiliser les monnaies, et de faciliter les échanges commerciaux avec les États-Unis, ainsi des conditions économiques sévères ont été mises en place.

Tant bien que mal, les contreparties du plan Marshall ont un rôle crucial. La période 1948-1952 a été, pour l'Europe, celle de la plus vive croissance économique de son histoire. La production industrielle progressa de 35 %. La production agricole dépassa ses niveaux d'avant-guerre.

L'aide a bien existé depuis longtemps, affirme ces brèves histoires, tant entre deux pays (époque coloniale, plan Marshall) qu'entre un pays et certaines organisations financières internationales (lendemain de la décolonisation), mais qu'est-ce qu'on entend vraiment par aide extérieure ?

1.2. Définitions

Selon le CAD (Comité d'Aide au Développement), l'aide extérieure se définit comme des fonds d'origine publique apportés sous forme de prêts, de dons ou d'allègement de la dette aux pays en développement et dont les principaux critères sont les suivants :

- Les pays récipiendaires doivent appartenir à la liste I⁴ établie par le comité d'aide au développement de l'OCDE; le donateur a nécessairement une personnalité publique : États et collectivités locales principalement ;
- l'aide doit avoir pour but essentiel le développement économique et l'amélioration de niveau de vie. Les contributions, prêts et crédits pour des fins militaires sont exclus.

³ Voir, <http://www.melchior.fr/Le-plan-Marshall.3933.0.html>

⁴ Cette liste est révisée tous les trois ans, pour la liste 2012-2013 voir l'annexe

- Elle comporte un élément de libéralité ou « élément don » d'au moins 25% de son montant. (conditions financières douces).

En principe, l'aide publique au développement est composée par les dons et les prêts concessionnels.

Dans la mesure des financements extérieurs possibles, l'aide est considérée comme un financement à conditions douces en raison de l'existence de l'élément don incorporé dans le prêt. Ce qui constitue une mesure de degré de faveur ou de « facilité ». Établi en fonction du taux d'intérêt (10% mode de calcul élaboré par Ohlin), du différé d'amortissement et de l'échéance, le prêt est dit « concessionnel ». Il se calcule par la différence entre la valeur nominale du prêt et la valeur actualisée des paiements de service de la dette que l'emprunteur doit pendant la durée du prêt.

$$\text{Éléments dons du prêt}(\%) = \frac{\text{montant nominal du prêt} - \text{valeur actualisée}^5}{\text{montant nominal du prêt}} * 100$$

Les pays en voie de développement étudient attentivement les aides contenant le maximum d'éléments dons en vue d'une meilleure politique d'emprunt extérieur. Pour ce faire, ils contractent dans la mesure de leur possibilité les prêts concessionnels qui contiennent plus d'éléments dons.

La formule suivante relate l'ensemble d'éléments dons contenus dans l'aide extérieure c'est-à-dire la concessionnalité de l'aide extérieure :

$$\text{Éléments dons de l'aide}(\%) = \frac{(\text{montant nominal du prêt} - \text{valeur actualisée}) + \text{dons}}{\text{montant nominal du prêt}} * 100$$

La liste des donateurs avec leur élément de libéralité respectif est renvoyée en annexe.

⁵ La valeur actualisée(VA) d'un prêt correspond au flux escompté du paiement futur du service de la dette – la valeur temporelle de l'argent.

1.3. Classification de l'aide extérieure

L'aide extérieure peut classer selon les donateurs ou les sources d'endettement ; selon le type de fond ou l'objectif de l'aide.

1.3.1 Selon les sources

L'aide peut être bilatérale: provenir d'un seul État et peut être multilatérale : provenir d'un groupe d'État représenté par les organisations financières internationales tels le FMI, le BM.

- **L'aide bilatérale**

L'aide bilatérale est accordée de « Pays-à-Pays ». Elle inclut les activités « gouvernement-à-gouvernement ». En d'autres termes, lorsque le pays donateur conserve la haute main sur ses contributions de sorte que les modalités relatives (décaissement, conditions) sont laissées à discrétion du pays donateur, c'est bilatéral. Elle se décompose en deux. D'une part, elle est dite « aide non liée » ou « aide désintéressée » si le donateur laisse au bénéficiaire le choix d'acheter les biens et services nécessaires c'est-à-dire qu'il n'y a pas de conditions en retour. D'autre part, elle est dite « aide liée » si le donateur prescrit l'octroi de l'aide à des conditions préalables comme l'obligation de lui acheter en retour. Une partie ou la totalité de prêts doit être dépensée en achats auprès des fournisseurs des pays accordant le prêt.

- **L'aide multilatérale**

Les contributions sont portées au chapitre des aides multilatérales lorsque l'organisation bénéficiaire œuvre pour le développement, les sommes perçues sont mises en commun de sorte que leur origine ne soit plus identifiable et lorsque les membres des organisations sont des représentants du gouvernement agissant à titre officiel.

Bref, l'aide accordée au pays figurant sur la liste I établie par le CAD imprègne ainsi un flux bilatéral ou un flux multilatéral, pourtant chacun des donateurs a ses différentes formes d'intervention selon le type de fonds ou bien selon les objectifs de l'aide, ce qui fera l'objet de la sous-section suivante.

1.3.2 Les formes d'intervention de l'aide

Chaque donateur a diverses manières de présenter leur aide à l'égard des pays bénéficiaires. Quelques concepts méritent ainsi d'être explicités : aide en nature, aide financière, assistance technique.

- ***Aide en nature***

Ce sont des types d'aide qui ont pour but de répondre à un besoin immédiat sur le plan social. En général cela consiste à satisfaire les besoins fondamentaux à savoir : la nourriture, les couvertures, les logements....L'aide en nature est très fréquente à la suite des guerres civiles ou des catastrophes naturelles telle que le cyclone, la sécheresse, l'évasion acridienne, les inondations, l'éruption volcanique, le tremblement de terre, le Tsunami... quelques exemples connus de l'aide en nature :

- aide alimentaire (bons alimentaires, repas chaud, colis de nourriture)
- dons (généralement ce sont les aides privées)
- fonds de contre valeur

Cette forme d'aide représente une menace pour l'économie du pays bénéficiaire, car ces biens octroyés entraînent le découragement des producteurs locaux.

- ***Aide financière***

Il s'agit d'un apport en numéraire à conditions financières douces c'est-à-dire moyennant un taux d'intérêt très faible et à durée d'échéance relativement longue. Cette forme peut être aussi non remboursable. En principe, elle a pour but de financer les projets issus des différentes coopérations. Elle peut se diviser en deux sortes :

- les aides financières accompagnées de devises étrangères qui seront collectées par la Banque Centrale et directement converties en monnaie nationale ;
- les aides sans transferts qui ne présentent aucun flux monétaire, mais les aides sont utilisées en achat de biens à l'extérieur (importation).

- ***Assistance technique***

L'aide technique ou assistance technique est fortement liée à l'amélioration des connaissances, de savoir faire ou le développement des ressources humaines du pays bénéficiaire. Elle inclut ainsi les activités de formation et d'éducation. Les bourses d'études,

les stages, les formations des fonctionnaires, les conseillers, les séminaires internationaux et les diverses consultances, dans le cadre de coopération, font parties de cette aide. En Afrique, cette rubrique dépense environ 40% du montant total de l'aide⁶.

Ainsi, les contributions des donateurs dans les pays en développement peuvent prendre plusieurs formes : en nature, en devises, ou en assistance technique. Certes l'aide a pour but le développement économique, mais suivant quelles fins agit-elle en cette faveur ? La sous-section suivante présente les types d'aide suivant l'objectif à atteindre.

1.3.3 Selon l'objectif de l'aide

- ***Aide aux programmes***

L'aide rentre dans le cadre d'aide aux programmes si le financement consiste à l'atteinte des certains objectifs macroéconomiques en occurrence le soutien au Budget de l'État et le soutien à la balance de paiement. Mais elle peut être également un appui sectoriel. Une aide budgétaire consiste à combler l'insuffisance de ressources financières de l'État. En général, elle renvoie au soutien à la rubrique Budget Général c'est-à-dire que l'État peut l'utiliser à la réalisation des dépenses générales incluant les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement. Par contre, l'aide à la balance de paiement correspond au financement du déficit de la balance de paiement. Plus précisément, les donateurs accordent des fonds pour financer l'importation.

Il est opportun de faire remarquer que cette aide aux programmes afflue dans les pays adoptant le programme d'ajustement structurel (DSRP, MAP) qui s'étale en principe sur une période de court et moyen terme. Un programme peut être constitué de plusieurs projets.

- ***Aide projet***

Conformément aux règles établies par la Comité d'Aide au Développement (CAD), l'aide au projet se définit comme un transfert destiné à un but précis. Elle peut prendre plusieurs formes soit de dons accordés aux pays les plus pauvres, soit des prêts à des conditions favorables accordés aux États ou à des entreprises ou aux organismes dont l'État est nécessairement le garant. Comme le financement du FID à travers l'État en mars 2014, un des premiers fonds débloqués par la Banque Mondiale à la suite de long gel de financement dû à la crise politique.

⁶ Ceci est prouvé par Elbadawi et Gelb

L'aide projet est appelé à s'insérer toujours dans la stratégie des pays bénéficiaires, d'une manière concrète inscrite dans la loi de finances.

- *Aides en direction des sociétés civiles, ONG*

Au programme résulte divers projets. Chaque projet peut se réaliser à travers plusieurs acteurs et plusieurs canaux comme l'État, les sociétés civiles, les ONG (Organisations Non Gouvernementales). L'aide en direction de ces organismes non rattachés directement à l'administration centrale est comme une autre façon, dans l'optique des donateurs, de rendre plus efficace chaque fonds alloué. En effet, l'administration centrale surtout dans les pays en développement est souvent accusée de détournement de fonds étrangers. Pendant la période de transition, malgré une crise de confiance entre les bailleurs de fonds et l'État malagasy, le financement par le canal des ONG et des autres associations a pris de l'ampleur, on peut dire que c'est seulement par cette voie que l'aide a continué. . En d'autres termes, l'administration centrale n'acquiert pas la confiance des bailleurs de fonds c'est-à-dire ces derniers n'accordent pas de financement au compte de l'État ; et c'est par le canal des sociétés civiles ou ONG que les bailleurs continuent d'affirmer leur coopération.

En résumé, l'aide correspond au transfert de ressources, partant d'un organisme public tant directement (Pays-à-Pays) qu'indirectement (Pays-Organismes internationales-Pays) vers les pays en développement, l'intervention se fait par diverses manières : en nature, en devises, en assistance technique et est souvent acheminée aux fins de financer les programmes des gouvernements, les projets de développement ou les ONG. Aussi, d'actualité que cela puisse paraître, avec l'historique et les concepts, quelles en sont réellement l'origine de l'aide extérieure ? et qu'en est-il de ses effets ? Les réponses à ces interrogations constituent l'analyse théorique sur l'aide extérieure et qui fera l'objet du prochain sous-chapitre.

II. Approche théorique de l'aide extérieure

Avant de mettre en avant les apports des différents auteurs sur l'aide, il serait important à se pencher un peu sur la notion de croissance économique et du développement, car le fondement de l'aide est intimement rattaché à ces notions.

2.1. Notion de croissance et développement

La croissance économique est considérée par certains comme l'un des phénomènes les plus passionnants de la macroéconomie parce que tous les pays aspirent au bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance. De nombreux auteurs assimilent le développement économique à la croissance économique.

En principe, le concept de croissance se définit comme l'augmentation de la production nationale sur une longue période. Elle se distingue en cela d'une simple période d'expansion qui est l'accroissement temporaire des quantités économiques, liée aux mouvements courts de la conjoncture. La croissance ne peut s'identifier non plus au progrès économique, car celui-ci implique la poursuite de finalités donnant un sens à la croissance. Le concept de progrès économiques s'est affiné à partir d'une définition très générale, l'amélioration du niveau de vie. En fait, certains indicateurs permettent de mesurer l'évolution de la production ou bien de la croissance d'un pays.

2.1.1. Mesures de la croissance

La croissance économique se définit comme un processus continu et soutenu d'élévation du PIB réel d'un pays dans le temps (François Perroux).⁷ Elle se mesure de ce fait par le taux d'augmentation du PIB qui correspond à la somme des valeurs des biens et services sur le territoire. Cet instrument peut donner, sur le plan économique, une mesure synthétique des réalisations des objectifs de la politique de l'État. À cet effet, chaque secteur de l'économie voit leur performance à travers cet indicateur et peut se déboucher à une comparaison. Par ailleurs, des autres agrégats comme le RNB et le PNB s'alignent aussi comme indicateur de la croissance.

2.1.2. Facteurs de croissance

La croissance correspond à l'augmentation de la production de biens et services accompagnée du revenu par tête, car si le produit de l'économie s'accroît à un taux inférieur à

⁷Voir, Alexandre Nshue M. Mokime « Modèles de croissance économique », Juillet 2012, Kinshasa

l'accroissement de la population, la croissance ainsi réalisée n'entraînera pas un accroissement de revenu par habitant.

La production s'obtient, par nature, par la combinaison des facteurs de productions entre autres le capital et le travail. La fonction de production s'exprime comme suit : $Y=f(K,L)$ ⁸(Harrod et Domar). Afin d'améliorer la production Y, on peut procéder de deux manières: soit en augmentant la productivité ; soit en accumulant les facteurs de production, soit les deux en même temps.

- ***Augmentation de la productivité***

La productivité se définit d'une manière simple par le rapport entre la quantité produite et l'unité de facteurs de production. Ainsi, afin d'avoir une meilleure productivité (croissance intensive) c'est-à-dire une hausse de la production tout en gardant les mêmes volumes de facteurs, il serait plus bénéfique :

- d'appliquer certaines évolutions techniques faisant appel à l'adoption, à l'assimilation et à l'adaptation de technologie nouvelle ;
- ou d'améliorer l'efficacité des facteurs existants grâce à la réorganisation de ces facteurs par exemple l'organisation du travail.

- ***Accumulation de facteur de production***

Cela consiste à augmenter la quantité ou le volume d'un ou des deux facteurs de production, on assiste là à une croissance extensive c'est-à-dire accroître le facteur capital K et/ou le facteur travail L. L'augmentation de ces facteurs de production peut se traduire d'une part, par l'accumulation de capital technique, les moyens de production (machines) d'autre part, par l'accroissement de nombre d'individus (population active) accompagné d'une amélioration des connaissances (formation et éducation) pour le capital humain.

Bref, la croissance économique correspond à une hausse soutenue de la production laquelle se mesure officiellement à travers le PIB. Les facteurs déterminants la croissance se résument dans l'augmentation de la productivité ainsi que dans l'accumulation des facteurs de production. Tout cela nécessite indéniablement un certain niveau d'investissement. Il est

⁸ Modèle de référence en science économique

pourtant à noter que dans les pays en développement l'investissement est largement insuffisant. Cela est fortement lié à l'énorme lacune de l'épargne dans ces pays. Ainsi, dans l'espoir de se développer, d'avoir un niveau de croissance adéquat, ces pays vont souscrire aux différents prêts en occurrence l'aide extérieure pour combler leur déficit en épargne dans la mesure de financer les investissements indispensables à la croissance.

La question de la croissance économique est une préoccupation pour tous les gouvernements du monde moderne. Elle est nécessaire pour faire face à la croissance de la population ainsi qu'à la croissance des besoins de cette population. Elle est un préalable à tout développement économique, et les politiques économiques en font un de leurs objectifs précis. La croissance est ainsi une notion quantitative qui se distingue du développement à résonance plus qualitative.

2.1.3. Développement

Le développement est un concept qui est pendant longtemps, tant bien que mal, sous les projecteurs des débats, il est ainsi difficile de donner une définition consensuelle et synthétique du développement. Toutefois, on l'assimile d'une manière générale à l'amélioration du bien-être en se focalisant aux aspects qualitatifs humanitaires.

Par ailleurs, la définition la plus célèbre du développement est tout de même celle de François Perroux, théoricien d'une approche du développement centré sur l'homme : « le développement est un ensemble de changements des structures mentales et des attitudes sociales qui la rende apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global ». En d'autres termes, le développement humain peut se définir comme un processus d'élargissement des possibilités de choix des personnes en vue de la satisfaction de leurs besoins, de manière soutenue et durable.

Nombreux sont les indicateurs de développement selon leurs domaines, mais ce qui capte le plus l'attention et souvent utilisé sur le plan opérationnel est l'indice de développement humain (IDH). Théoriquement, cet indice varie de 0 à 1.

- ***Indicateur de développement humain (IDH)***

Le concept de développement humain se présente et se mesure sur le plan opérationnel par le biais de l'Indice de Développement Humain (IDH).

Étant donné l'imperfection des indicateurs économiques traditionnels : le PIB/tête, et consécutivement aux divers concepts de développement dont le concept de « capacités »⁹ d'Amartya Sen (Prix Nobel en Sciences économiques en 1998), le système de Nations Unies à travers le PNUD a édifié, en 1990, l'Indice de Développement Humain (IDH).

Cet indicateur prend en considération trois éléments essentiels pour évaluer le développement humain à savoir :

- la possibilité d'avoir une vie longue et en santé en se fondant sur l'espérance de vie à la naissance ;
- le niveau de scolarisation, évalué à partir du taux d'analphabétisme et de la fréquentation des différents niveaux du système scolaire ;
- le standard de vie, calculé à partir du Produit Intérieur Brut (PIB) per capita en tenant compte de la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA)¹⁰.

Il convient de signaler que l'IDH ne prétend pas refléter tous les aspects de l'expérience humaine, mais vise à donner un moyen d'évaluer les progrès accomplis dans les domaines jugés prioritaires, ainsi qu'à permettre des comparaisons entre pays.

Puisqu'on parle toujours de comparaison, la situation actuelle des pays bénéficiaires d'aide (pays en développement) est économiquement comparée à celle des pays donateurs d'il y a de nombreuses décennies. Ces derniers préconisent une marche linéaire à suivre pour embrasser le développement. Cette marche est affirmée par W.W.Rostow.

- ***Étapes de développement Rostow***

Walt Whitman Rostow a reformulé d'une vision systématique le processus de développement. Pour lui, il y a 5 étapes de la croissance :

➤ *1^{ère} étape* : le concept de société traditionnelle : c'est une société fortement dominée par l'activité agricole, stationnaire, où la terre constitue l'unique source de richesse. Cette société n'est pas obligatoirement statique, c'est-à-dire, d'un côté, sa population peut augmenter et d'un autre côté, des formes nouvelles de production, y compris la manufacture, peuvent s'y développer.

⁹ Le concept de « capacités » représente l'ensemble des conditions d'existence ou d'action accessibles à l'individu et que ce dernier peut choisir de réaliser.

¹⁰ La Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) est une unité de mesure qui permet la comparaison du pouvoir d'achat de différentes devises. Dans son calcul, la PPA ne prend pas en compte le taux de change, mais le coût de la vie en général à travers un panier de biens et de services. Ainsi, on compare par exemple le prix d'un kilo de riz aux États-Unis et à Madagascar.

➤ *2^{ème} étape* : phase de transition cette phase se présente comme le résultat de l'influence, sur le processus de production, d'une science expérimentale en progrès, de l'expansion préalable des marchés mondiaux et de la concurrence internationale de ces marchés.

➤ *3^{ème} étape* : phase de démarrage : c'est la phase cruciale, car elle présente des modifications qualitatives aussi bien dans les structures économiques que dans les formes de comportements. Elle exige la réunion des trois conditions suivantes, qui sont interdépendantes :

- L'élévation du taux d'investissement productif qui passerait par exemple de 5% ou moins de 5% à 10% du revenu national.
- La création d'un ou plusieurs secteurs d'industries de transformation ayant un taux d'expansion élevé.
- L'existence ou l'institution rapide d'un appareil politique et social transformant la croissance en phénomène durable.

➤ *4^{ème} étape* : la marche vers la maturité : elle apporte des modifications dans la composition de la population active, ouvre la voie à la prédominance de la classe des gérants et des entrepreneurs, et provoque des modifications dans les attitudes de la population, qui ne se laissent plus impressionner par les « miracles » de l'industrialisation.

➤ *5^{ème} étape* : l'ère de la consommation de masse : les besoins essentiels sont satisfaits grâce à la grande accumulation de richesse. Cette dernière peut être aussi utilisée comme base d'une politique de pouvoir et d'une influence à l'extérieur, comme base de construction d'un État-providence.

La plupart des pays en développement se retrouvent encore au premier étape de cette marche, de rappeler que c'est le secteur agricole qui y tient un rôle important. Afin de rattraper ce retard, une forte mobilisation de ressources semble nécessaire. Ce qui va justifier l'aide.

2.2. Justification de l'aide

Pourquoi aider les pays en développement ?

Dans l'optique de la logique économique, l'aide permet de pallier les déficiences de l'allocation par les mécanismes du marché. La coopération entre les donateurs et les

receveurs résulte indéniablement des confrontations d'intérêts des deux camps de nature à aboutir à la formule « gagnant-gagnant ». Du point de vue du donateur, parmi tant d'autres, l'origine de l'aide réside dans leur intérêt économique et politique. Du point de vue du bénéficiaire, l'aide constitue un complément de ressources.

2.2.1. Origine de l'aide du côté des donateurs

Quand on parle des donateurs ou des partenaires techniques et financiers, cela fait sous-entendre automatiquement la communauté internationale, et les pays développés¹¹. Ils tirent globalement certains avantages tant sur le plan économique que sur le plan politique vis-à-vis des pays attardés. Plusieurs raisons affirment le fondement de l'aide extérieure dans le camp des fournisseurs : résolution de sous-développement, maintien de la paix, création d'une zone d'influence ou motivation géostratégique ainsi que la recherche des débouchés industriels.

- **Résolution de sous développement**

Cela va de pair avec le décollage de l'économie suite aux chocs pétroliers des années 1970. Le déblocage des fonds signifie une entraide envers les pays en développement afin d'enrayer la pauvreté qui est un phénomène autoentretenu résultant principalement de l'insuffisance de l'épargne nationale.

- **Maintien de la paix**

La majeure partie des dépenses relatives au maintien de la paix est exclue de l'APD à l'instar des dépenses militaires. Cependant, certaines activités utiles au développement et répondant à une définition bien précise qui sont menées dans le cadre d'opérations de maintien de la paix peuvent être prises en compte. Reconnaisant que la guerre constitue un échec du processus de croissance économique, les bailleurs de fonds de la pauvreté.

- **Création d'une zone d'influence**

L'aide publique au développement constitue pour certains pays un moyen d'entretenir ou de créer une clientèle politique. Ainsi, en 1982, 40 % de l'aide bilatérale américaine allaient à l'Égypte et à Israël, l'essentiel de l'aide soviétique va à Cuba, au

¹¹ Voir, la liste des principaux donateurs inscrits dans le CAD est renvoyée en annexe

Vietnam et à l'Éthiopie et plus des deux tiers de l'aide bilatérale française aux pays africains francophones.¹² L'aide joue aussi un rôle important dans la préservation, la défense et la propagation de la culture de tout un pays. La France contribue une grande partie de son aide en vue de la défense de la francophonie (avoir une communauté d'une centaine de millions de personnes parlant, pensant, achetant le français)¹³

- ***Débouchés industriels***

L'on estime qu'entre 50 % et 60 % de l'aide bilatérale est liée¹⁴ (c'est-à-dire que des conditions préalables sont déjà prescrites dans l'utilisation de l'aide, par exemple l'obligation de lui acheter en retour par le biais de l'importation ou par le biais des prestataires liées aux donateurs), soit qu'elle s'effectue directement en nature comme l'aide alimentaire ou la livraison de biens d'équipement, soit qu'elle se fasse sous forme d'ouverture de lignes de crédit pour l'achat de biens originaires du pays donateur.

2.2.2. Justification de l'aide du point de vue des pays receveurs :

- ***Théorie du double déficit***

Chenery et Strout (1966) ont attribué la justification de l'aide à la théorie de double déficit. Théorie selon laquelle la réalité la plus déterminante dans les pays en développement correspond au déficit de l'épargne nationale et au déficit en devises. Ces déficits pénalisent l'investissement donc la production, par voie de conséquence le revenu par tête, d'où la pauvreté.

En effet, la faiblesse de l'épargne entraîne la pauvreté et par la suite en même temps la renforce : la pauvreté autoentretenu de Ragnard Nurske (1953). D'après ce dernier les pays en développement sont par nature pauvres.

Une pauvreté qui engendre des effets pervers en boucle sur l'économie. Il représente le cercle vicieux de la pauvreté comme suit :

- la pauvreté se manifeste par de faibles revenus, donc de faible taux d'épargne ainsi qu'un faible investissement. Ce faible investissement résulte de manque de capital à utiliser

¹² Voir, GÉRARD GRELLET, « Structures et stratégies du développement économique », PUF

¹³ Voir, Hugon Philippe. L'impact de l'aide sur le développement. Le cas de Madagascar. In: Tiers-Monde. 1973, tome 14 n°56. pp. 793-824.

¹⁴ Voir, GÉRARD GRELLET, « Structures et stratégies du développement économique », PUF

dans la production et par la suite aboutit à une faible productivité. C'est cette dernière qui entraîne nécessairement la faiblesse de revenu, etc.

- une faible épargne engendre un faible investissement qui entraîne à son tour une faible productivité. Cela amène à une faible revenue conduisant, en outre, à une alimentation insuffisante. Ce qui provoque une faible productivité de travail qui se traduit par un faible revenu donc une faiblesse du taux d'épargne. Ainsi, le cercle est bouclé.

Pour Nurske, afin de rompre ce cercle vicieux de pauvreté, dans toutes les mesures possibles, le meilleur moyen est de recourir aux ressources extérieures c'est-à-dire l'aide extérieure. Plus précisément, l'aide permet d'accroître le stock de capital technique et la productivité. Ce qui permettrait d'accroître les revenus et par voie de conséquence, on assisterait à une augmentation de la demande. À cet effet, l'investissement interne va connaître un accroissement, engageant ainsi le pays sur la voie du développement économique.

Le manque de devises, quant à ce déficit, entraîne la non-acquisition des facteurs impératifs à la croissance économique. Dans le fait où les pays en développement ne sont pas encore en mesure de fabriquer les biens de production ou d'adopter de nouvelles technologies qui constituent à terme l'industrialisation (condition sine qua non à la croissance), la seule possibilité est de les importer. Pourtant, les stocks de devises ne les permettent pas d'en acquérir, parce que les devises sont insuffisantes. Tout simplement, la principale source de devises des PED réside dans l'exportation des produits primaires (café, cacao, vanille,...) dont l'offre est rigide c'est-à-dire l'entrée de devises par le biais de l'exportation est strictement limitée.

Outre la théorie de double déficit, il faut ajouter l'insuffisance relative aux certains déterminants de la croissance économique : insuffisance liée au capital humain, technique de production rudimentaire, outils de production vétuste. L'aide ici se justifie par la théorie de la croissance endogène (Romer, Lucas, Barro).

D'après cette théorie, certains facteurs comme l'investissement en capital, investissement en capital humain ainsi que le progrès technique et recherche technologique permettent de relancer et de favoriser la croissance économique d'un pays. Si nous prenons, l'investissement en capital, une partie de cet investissement est réalisée par des sociétés privées et par des particuliers. Sur le plan réel, l'aide extérieure sous forme d'équipement

exerce des effets réels. À titre d'exemple, la construction d'un port ou d'une route stimule la production agricole, favorise l'exploitation d'industries, etc.

En revanche, la plus grosse partie se trouve finalement sous la coupe de l'État. Cela par souci d'effets d'externalités positives de la part du secteur privé voire même faute de moyens pour les grands investissements. De même pour les recherches et innovations technologiques et les formations professionnelles du capital humain, à cause des effets d'externalités, les sociétés privées n'ont pas envie de les faire. L'État doit intervenir. C'est à lui que revient la grande responsabilité de réaliser ces investissements en capital, en capital humain, les recherches et innovations techniques, dans le but d'améliorer les facteurs de croissance endogène.

En résumé, dans les pays en développement, les ressources internes comme l'impôt, les bénéfices des entreprises publiques, l'épargne privée ou les emprunts intérieurs gouvernementaux en vue de financer l'investissement nécessaire sont loin d'être suffisante. Pour amorcer la croissance c'est-à-dire, d'une part, combler ces deux déficits et d'autre part, améliorer les facteurs de croissance endogène, le recours aux emprunts extérieurs, majoritairement à travers l'aide au développement en raison des caractères doux des conditions, se montre comme un moyen incontournable.

2.2.3. Aide extérieure source de dégradation du terme de l'échange des pays payeurs

On doit ce thèse aux néoclassiques et aux postkeynésiennes. Partant du modèle deux pays deux biens- deux facteurs de productions, ils s'accordent à dire que le transfert, selon le sens de l'aide actuel, conduit inévitablement à la dégradation des termes d'échange des pays receveurs. Ces derniers en effectuant une importation considérable (aide liée) ne parvient pas à dégager des excédents d'exportations suffisant pour contrôler, à la limite pour maintenir, le terme de l'échange à un niveau appréciable.

2.2.4. Aide comme facteur de dépendance

Les tiers-mondistes ou les auteurs partisans de la théorie de la dépendance situent leur raisonnement au sein du système capitaliste mondial. Ce système repose sur les rapports « centre et périphérie ». Le centre sous-entend les pays industrialisés, majoritairement les pays occidentaux, qui exploitent les tiers mondes ou les périphéries dont le mode de développement capitaliste se caractérise par une « accumulation extravertie ». Cela est

l'origine de la dépendance. Samir AMIN (1973) considère que l'origine du sous-développement réside dans la colonisation et dans la néo-colonisation, qui produit la dépendance (orientation de la production en fonction des besoins des pays du centre). Il soutient aussi que le sous-développement perdure en raison des relations centre/périphérie, qui mènent à l'échange inégal et donc à l'exploitation du tiers monde par les pays développés.

2.2.5. Aide et secteur prioritaire

Les apports des différents auteurs autour du modèle d'aide et du modèle multisectoriel consistent à déterminer la durée et le montant de financement extérieur ainsi que le secteur le plus favorable à l'investissement par le biais des ressources internes disponibles augmentées de l'aide extérieure.

R. Prebisch (1966) avance que le processus de développement s'effectue à travers deux étapes. La première est caractérisée par des investissements financés par l'aide extérieure. Il suppose que pendant cette étape, le niveau de consommation globale soit maintenu, que des mains d'œuvres excédentaires en chômage déguisé dans le secteur agricole glissent progressivement vers le secteur industriel où la productivité est plus importante (croissance déséquilibrée). Ainsi, à la fin de cette étape, l'économie pourra connaître un certain niveau de revenu par tête prétendant à une croissance auto-entretenu. Le revenu par tête, pour Prebisch, est l'indicateur principal du développement. La seconde étape sera celle de la disparition progressive de l'aide étrangère et de l'accession à une croissance auto-entretenu accompagnée de la stabilité des mouvements de mains d'œuvres entre les secteurs. Ainsi, selon lui, l'aide génère la croissance économique et permet de briser le dualisme économique.

Ezekiel (1967) émet une hypothèse selon laquelle la productivité en capital étant plus importante dans le secteur de biens de consommation (majoritairement l'agriculture dans les pays en développement) que dans le secteur de biens d'équipement (industriel). Il propose de faire une place dans le modèle bi sectoriel aux échanges extérieurs et d'accorder la priorité des investissements aux secteurs des biens de consommation orientés vers l'exportation ou susceptibles de substituer une production domestique à des importations. Il pense qu'un tel modèle permettra d'atteindre un taux de croissance plus rapide que dans l'hypothèse de la priorité accordée au secteur des biens d'équipement.

Bref, l'histoire a montré que l'aide a bien existé il y a fort longtemps. Son origine, ses finalités et ses contenus ont connu une évolution selon le contexte économique mondial. Ce premier chapitre nous a permis de comprendre les théories sur lesquelles se basent les transferts de fonds ou d'une manière diplomatique les coopérations au développement. Les donateurs aident les receveurs dans la mesure où ces derniers veulent passer d'une situation à une autre plus meilleure. Ce chapitre nous a permis également de voir les conséquences de l'aide comme quoi elle détériore le terme de l'échange, elle est une source de dépendance... En effet, l'aide au développement entraîne des effets pervers à l'économie du bénéficiaire. Ces effets pénalisant la croissance paraissent le fruit des politiques mal adaptées associées à la réception de ces appuis venant de l'extérieur. R. Prebisch préconise le financement massif du secteur agricole des pays en développement. Il s'avère qu'un rôle important est attribué à ce secteur pour la croissance. Ce qui nous amène à traiter dans le chapitre suivant l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Chapitre II : L'importance de l'agriculture

Malgré que certains économistes estiment plus haut le poids des autres secteurs telles l'industrie, la finance en tant que moteur de la croissance économique, il existe une certaine unanimité au sein d'eux sur l'importance du secteur agricole dans l'économie des pays en développement. Mais avant de se pencher aux diverses théories relatant cette importance de l'agriculture sur la croissance, il est opportun de définir les principaux concepts y afférents.

I. Définitions des concepts

1.1. Agriculture

L'agriculture dans son acception large désigne l' « ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production des végétaux et des animaux utiles à l'homme » .Dans l'optique économique, l'agriculture représente un secteur d'activité, une activité génératrice de revenus à partir de l'exploitation des terres accompagnée du déploiement des forces de travail des mains d'œuvres. Le secteur agricole répond au besoin le plus important de l'être humain : la nourriture. À cet effet, il est doté de certaines spécificités dont leur prise en considération est nécessaire pour la compréhension de son fonctionnement à savoir : la terre, les conditions naturelles et les saisons, ainsi que la rigidité de la demande.

- *La terre*

La terre demeure un actif spécifique du secteur agricole. Les superficies des exploitations sont souvent mesurées en hectare. Généralement, l'aire cultivée justifie le système de production pratiqué par les exploitants : si la superficie correspond à un faible étendu ou limité, la production sera plus intense en capital (outils de production) ou en travail. A contrario, une vaste terre ou abondante renvoie plutôt à l'utilisation du système de production plus extensive.

- *Les conditions naturelles et les saisons*

L'agriculture dépend d'une façon marquante des conditions naturelles et des différentes saisons. Cela s'est accentué dans les pays en développement en raison de non-maîtrise voire non-acquisition des techniques de production sophistiquées. À cet effet, la saisonnalité des facteurs et l'incertitude sont fortement présentes. Les mains d'œuvres agricoles se trouvent sans emploi pendant les périodes de soudures. Le niveau de production à

l'issue des moyens et techniques de production donnés paraît vraisemblablement incertain, par exemple, le passage d'un cyclone ou la propagation d'une épidémie affectant les plantes ou les animaux.

- ***La rigidité de la demande***

Au sujet de la demande des produits alimentaires, la loi de KING énonce qu'elle est peu sensible à la variation des prix. De même pour la loi d'ENGEL cette demande est faiblement sensible à la variation de revenu. Par ailleurs, il est important de faire remarquer que tout produit alimentaire n'est pas agricole et tous les produits agricoles ne sont pas alimentaires. Cette rigidité énoncée ne touche cependant pour l'essentiel que les produits agricoles, ce qui se présente comme une difficulté à intégrer l'agriculture dans une économie en croissance.

1.2. Caractéristiques des pays en développement

1.2.1. Dualisme sectoriel

La coexistence de deux secteurs est un trait commun des pays en développement : d'un côté le secteur agricole généralement dans le milieu rural et de l'autre le secteur industriel dans le milieu urbain. Ce dualisme paraît une conséquence structurelle la plus évidente du régime colonial. Les points de divergences entre ces deux secteurs ne sont pas rares, cependant, à titre de synthèse, il est nécessaire de dégager les traits généraux de chaque secteur qui sera représenté par le tableau ci-après :

Tableau 1 : Caractéristiques du secteur traditionnel et du secteur moderne

Secteur traditionnel	Secteur moderne
➤ En milieu : rural dont la principale occupation est l'agriculture	➤ En milieu : urbain dont l'occupation principale est l'industrie
➤ Moyens de production faibles, limités	➤ Moyens de production puissants
➤ Main d'œuvre abondante	➤ Opportunité de travail
➤ Productivité marginale nulle	➤ Productivité marginale élevée
➤ Absence de séparation entre la propriété des outils de production et le travail	➤ Séparation radicale entre la propriété et le travail
➤ Économie de subsistance	➤ Économie de marché

Source : Auteur

1.2.2. Économie paysanne

L'économie paysanne se traduit par l'économie agraire dans laquelle l'agriculture constitue la base des activités des paysans. On doit ce concept d'économie paysanne à Tchainov (1966). Selon lui, la famille avec sa structure et ses comportements constitue le point focal de cette économie. En matière de production, la famille n'emploie pas de main-d'œuvre salarié, et est propriétaire de terres donc pas de rente à leur charge. Ainsi, c'est seulement l'effort de chaque membre de la famille qui est nécessaire pour produire. Donc le niveau de production est incertain. En outre, les aléas climatiques peuvent jouer en défaveur des exploitants. Si la taille de la famille augmente, il serait nécessaire de déployer plus d'énergie physique du côté des travailleurs.

Par ailleurs, la famille producteur ne procède pas à un calcul économique c'est-à-dire elle ne vise pas de profit. Cela entraîne par voie de conséquence une absence d'investissement donc il est fort probable que la productivité ne s'améliore pas. Cela peut s'expliquer par le fait que l'objectif des paysans étant l'autosuffisance alimentaire c'est-à-dire que les paysans ne pensent qu'à assouvir leur besoin de subsistance. Tchainov constate que cette économie est loin de la tendance dominante de logique économique qu'est le capitalisme. Cela est étroitement lié au fait que les paysans sont à la fois consommateurs et producteurs dont la réalisation d'un revenu permettant de produire pour l'autosuffisance est la principale préoccupation.

L'agriculture est un domaine présentant des caractères plus spécifiques par rapport à d'autres dans la mesure où celle-ci dépend fortement des conditions naturelles. Aussi dominant que cela puisse paraître dans les pays en développement, divers caractères comme le dualisme sectoriel et l'économie paysanne s'avèrent indissociables à ce secteur. La question est de savoir quel rôle ce secteur occupe dans la croissance et le développement.

II. Analyse théorique du rôle du secteur agricole dans la croissance et le développement

L'histoire a montré que l'agriculture contribue amplement à l'expansion économique et à la réduction de la pauvreté. La contribution du secteur agricole dans la croissance économique est très variée d'un pays à un autre dans la mesure où il dépend du type de l'économie dans laquelle il fonctionne. Dans les pays développés comme les pays de l'OCDE,

l'apport de ce secteur est d'une façon moindre avoisinant 1,5% de l'activité économique, contrairement aux apports dans les pays moins avancés correspondant environ 30% de l'activité économique totale¹⁵. À cet effet, la vision du secteur agricole se fait suivant plusieurs points de vue dans la littérature économique.

Bien avant 1950, de nombreux auteurs affirmaient que la croissance du secteur agricole a précédé ou peut être causée la révolution industrielle. Les historiens de la révolution industrielle ont noté la récurrence d'une certaine logique par laquelle la révolution agricole a précédé la révolution industrielle par un décalage de cinquante à soixante années. En 1767, à l'aube de la révolution industrielle, J. Stuart. MILL affirmait que la productivité de l'agriculteur limite la taille du secteur industriel. Plus récemment, la rapide croissance agricole observée en Chine, en Inde et au Viet Nam a été le précurseur de l'essor du secteur industriel.

Cependant à partir de 1950, l'intérêt était porté sur la croissance résultant du secteur non agricole. Les théoriciens du développement attribuaient le caractère attardé du secteur agricole dans l'économie de nature à générer de surplus de main d'œuvre comme l'a formalisé Lewis (1956). Le secteur agricole assignait un rôle passif dans l'économie et devait tout simplement se limiter à la fourniture des éléments essentiels à l'expansion des secteurs générateurs de croissance autre qu'agricole.

Kuznets (1964) mettait en avant les canaux à travers lesquels l'agriculture contribue au développement économique. Dans la mesure où le secteur agricole fournit les matières premières, nourrit les travailleurs des autres secteurs avec des produits agricoles bon marché, abrite des débouchés qui possèdent une demande solvable sur le marché de produits industriels et de services, fait entrer de devises par l'exportation, fournit aux autres secteurs le surplus de main d'œuvre dont elle dispose, ce secteur affirme sa contribution au développement économique.

2.1.L'agriculture au reste de l'économie

2.1.1. Agriculture, croissance de la population, offre de produits alimentaires

Les partisans de la théorie du capital humain comme Gary Becker (prix Nobel d'économie en 1992) présentent, outre l'éducation avec externalités positives, la composante santé d'un individu comme un facteur d'accroissement de la productivité. Cette situation de

¹⁵ Selon « L'état de l'insécurité alimentaire 2012 », p30.32

santé dépend en grande partie de l'état des aliments tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif.

Ainsi, il est important bien entendu de préciser que la malnutrition causée par des qualités alimentaires inadaptées rend les travailleurs plus vulnérables aux aléas parasites ou épidémiques, ce qui augmente le taux de morbidité. Aussi, une quantité alimentaire insuffisante analogue à la sous-alimentation entraîne indéniablement une déficience sur la productivité. Cela entraîne une inefficacité des mains d'œuvres qui est le principal facteur de production dans les pays en développement à vocation agricole.

Cette carence alimentaire est souvent due à la forte hausse de la population. Certes, on peut recourir à l'importation des denrées pourtant cela peut être néfaste à l'économie dans la mesure où le terme de l'échange se détériore. Au passage, il est à noter que tous les produits agricoles ne sont pas tous des produits alimentaires, mais une relation étroite peut indéniablement s'établir entre eux : les produits alimentaires proviennent des produits agricoles. Ainsi, l'alimentation devient un bien stratégique dans la mesure où elle participe fondamentalement à l'amélioration du capital humain : déterminant de la croissance. De plus, l'agriculture en offrant une alimentation saine signale une appréciation de l'indicateur de bien-être.

2.1.2. Agriculture et réserves de change

La réserve de devises d'un pays dépend fortement de l'entrée et de sortie de devises. L'agriculture peut contribuer de façon importante aux recettes nettes en devises étrangères. D'une part en diminuant les dépenses en devises par le biais de substitution aux importations présentes et potentielles, et d'autre part en augmentant les recettes : produire plus pour l'exportation.

La réduction des importations peut se faire directement par la substitution des produits agricoles importés par des produits nationaux, et indirectement par la modification des structures de consommations, c'est-à-dire orienter les importations non agricoles au détriment des produits agricoles nationaux. À l'exclusion des pays riches en ressources minières (pétrole, minerais...) où l'exportation est fortement dominée par ces produits sous sol non renouvelable, les pays en développement puisent la majorité de leur exportation dans les

produits agricoles. Il est donc bénéfique de se spécialiser dans la production des produits spécifiques destinés à l'exportation.

2.1.3. Agriculture et transfert de main d'œuvre vers l'industrie

Dans tout le moteur de croissance possible, le secteur agricole tient indéniablement un rôle important dans les pays en développement où l'économie est fortement caractérisée par la coexistence de deux secteurs : traditionnel (rural) et moderne (urbain) à travers lesquels la théorie de surplus considérant le réservoir des mains d'œuvres agricoles comme un moteur de la croissance économique trouve son fondement.

- La théorie de surplus de main-d'œuvre agricole

Cette théorie se fonde sur les travaux d'Arthur Lewis (1954), inspirés par l'économie politique classique. Lewis propose une thèse dans laquelle la mise au travail de l'excédent de main-d'œuvre agricole permet de générer des profits croissants. À noter que l'excédent potentiel de main d'œuvre résulte de l'effet combiné de la croissance démographique, du progrès technique dans le secteur agricole et de l'extension des droits de propriété.

La croissance économique correspond à long terme à l'accumulation de capital. L'accumulation est consécutive à l'augmentation des profits des industriels suivie de sa réinjection dans le secteur urbain. Les profits émanent des salaires des mains d'œuvre et de rente.

Dans le milieu rural, la productivité marginale d'un travailleur c'est-à-dire la production consécutive à l'emploi d'un travailleur supplémentaire est nulle en raison de l'abondance structurelle de main d'œuvre. Le transfert d'excédent de main-d'œuvre agricole n'a donc aucun effet sur le volume de production agricole. Il doit être impérativement libéré afin d'asseoir les bases de l'industrialisation, de la même façon que lors de la première révolution agraire en Angleterre au milieu du XVIIIe siècle. À remarquer que la productivité correspond au rapport entre la production et les facteurs de production déployés pour l'obtention de cette production. Lorsque le volume de mains d'œuvre : facteur de production principal diminue, la productivité augmente.

Cette augmentation de productivité engendre nécessairement une diminution des coûts de production donc une réduction des prix relatifs. Grâce à cette réduction de prix, le pouvoir

d'achat augmente, ce qui se traduit par une augmentation du salaire réel donc le revenu réel. À noter au passage qu'il existe une corrélation positive entre revenu et demande. Étant donné la loi d'Engel (le niveau de la demande de produits agricoles est peu sensible à la variation du revenu réel) la hausse de revenu profite à l'industrie, car une partie de la demande se bascule vers les produits industriels. Le secteur industriel crée de profit croissant jusqu'à ce que tout le surplus de main d'œuvre agricole soit absorbé par le secteur industriel. Le secteur industriel embauche davantage de main-d'œuvre jusqu'au point où la productivité marginale égalise le taux de salaire de subsistance.

Consolidé par la réinjection des profits dans l'industrie, le progrès technique permet d'accroître la productivité marginale du secteur industriel. À partir de ce moment, l'offre de main d'œuvre devient élastique au salaire courant : elle s'accroît avec le salaire courant. D'où une économie développée. C'est ainsi que l'agriculture à travers le transfert de surplus de main-d'œuvre agricole contribue à la croissance.

Dans cette même perspective, FEI et RANIS (1964) ont élargi cette théorie en émettant d'autres hypothèses. Pour eux, le glissement de main d'œuvre excédentaire doit dépendre de la structure de facteurs de production et également la croissance du stock de capital dans le secteur industriel. Ils n'adhèrent pas au fait que la part de production fournie par un supplément de main d'œuvre est nulle.

À travers ces différentes approches théoriques sur l'importance de l'agriculture dans l'économie, son rôle se résume au déploiement des ressources indispensables à l'expansion des autres secteurs. Le secteur agricole contribue à la croissance et au développement d'une manière passive et indirecte : via les autres secteurs de l'économie en occurrence celui de l'industrie. Par ailleurs, d'autres argumentations affirment le concours direct du secteur agricole dans la croissance et le développement économique.

2.2.Agriculture et développement

« Dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, l'agriculture est un instrument puissant pour entraîner la croissance, surmonter la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire. »¹⁶

D'innombrables théoriciens de développement sont quasi unanimes sur la thèse selon laquelle le développement c'est-à-dire l'amélioration du bien-être de la population doit

¹⁶ Selon la Banque Mondiale « Rapport sur le Développement dans le monde 2008 »

toujours être précédé de la croissance économique dont le principal moteur est habituellement l'industrialisation. Dans cette optique, malgré les efforts massifs relatifs à l'expansion du secteur industriel, malheureusement le résultat n'est pas significatif dans les pays en développement. Toutefois, le secteur agricole a participé activement à la réduction de la pauvreté.

2.2.1. Réduction de la pauvreté

Le secteur agricole a provoqué une prouesse considérable dans la mesure où il participe essentiellement au recul de la pauvreté. En effet, la majorité des pauvres se trouve dans le milieu rural.

Dans les pays en développement, le taux de pauvreté urbain demeure constant : avoisinant le 13%¹⁷. Dans ce milieu, au moins 70% appartient à la population agricole. Ainsi, le recul de la pauvreté (mesurée au seuil de 1dollar par jour, de 28% en 1993 en 22% en 2002) se traduit par le recul de la pauvreté rurale (de 37% à 29%). Donc plus de 80% de cette réduction est due à une amélioration des conditions de vie dans les espaces ruraux et non pas par l'exode vers les villes.

Il s'ensuit que, contrairement à l'opinion répandue, la migration vers les villes n'a pas été le principal instrument de la réduction de la pauvreté rurale (et mondiale). Ce qui altérerait complètement la théorie duale de Lewis. Selon une étude récente,¹⁸ dans les pays à faible revenu, un taux de croissance du PIB donné résultant du développement agricole permet de réduire cinq fois plus le taux de pauvreté que le même taux de croissance du PIB dû au développement d'autres secteurs.

Cette influence considérable du secteur agricole sur la réduction de la pauvreté est plus présente dans les pays d'Asie de l'Est et au Pacifique que dans les pays d'Afrique Subsaharienne.

La Banque Mondiale en 2008 avance que le secteur agricole contribue au développement à plusieurs égards : en tant qu'activité économique, moyen de subsistance et fournisseur de services environnementaux.

¹⁷ idem

¹⁸ Etude de la Banque Mondiale selon « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 » p.30

- ***L'agriculture en tant qu'activité économique***

Deux tiers de la valeur ajoutée agricole mondiale viennent des pays en développement où l'agriculture génère en moyenne 29% du PIB national. Ainsi, elle peut constituer une source de revenus pour la majorité des ruraux pauvres et une opportunité pour l'investissement au secteur privé.

- ***L'agriculture en tant que moyen de subsistance***

L'agriculture est le moyen de subsistance de 86% de la population rurale. Or plus la moitié de la population dans les pays en développement, environ trois milliards, vivent dans les espaces ruraux. Ainsi, plus de 2,5 milliards de personnes tirent leur vivre de l'agriculture.

- ***L'agriculture en tant que fournisseur de services environnementaux***

Certes, par l'utilisation des ressources naturelles et certains intrants, l'agriculture constitue parfois des menaces environnementales comme la pollution d'origine agrochimique, de l'appauvrissement du sol et le tarissement des eaux souterraines voire les changements climatiques. Toute fois, il est impératif de préciser qu'elle constitue un fournisseur important de services environnementaux dont la rémunération n'existe même pas et la juste valeur est généralement non reconnus telle que la fixation des carbones, la conservation des biodiversités et la gestion des bassins versants.

À côté de ces trois arguments s'ajoute un autre point accentuant aussi l'importance du rôle de l'agriculture en tant que secteur de référence à la croissance globale, mais ce dernier est réservé au pays en développement à vocation agricole de l'Afrique Subsaharienne.

2.2.2. L'agriculture secteur de référence à la croissance

Outre l'ampleur de ce secteur, le secteur agricole tend à appuyer la croissance. En effet, ces pays sont confrontés, d'une part, à des difficultés d'échanges liées à la prédominance des cultures de base limitées et, d'autre part, à des coûts de transaction élevés dus au manque d'infrastructures. Ils sont donc amenés à satisfaire eux-mêmes leurs besoins alimentaires. À cet effet, la productivité fixe les prix des autres produits, et détermine à son tour les coûts salariaux, donc le revenu, la demande, et l'investissement. La productivité de produit de base est ainsi une clé de la croissance.

À la lumière de ces théories, le secteur agricole occupe une place très conséquente dans l'économie et dans la société des pays en développement. En effet, le poids du secteur agricole dépend de la nature de pays dans laquelle il se développe. Selon les théoriciens structuralistes comme Lewis (1954), l'agriculture se retrouve dans les coulisses ou bien au second plan comme stimulateur de croissance, en fournissant les éléments essentiels à l'épanouissement des divers secteurs. Pourtant, une étude récente a montré que dans les pays en développement, le secteur agricole est un secteur de référence dans la mesure où la productivité agricole détermine la demande globale. Mais le plus important, c'est que la croissance de l'agriculture permet de diminuer rapidement la pauvreté par rapport à la croissance éventuelle dans d'autres secteurs.

PARTIE II :

**IMPACT DE L'AIDE EXTÉRIEURE SUR LE SECTEUR
AGRICOLE**

PARTIE II : IMPACT DE L'AIDE EXTÉRIEURE SUR LE SECTEUR AGRICOLE

Madagascar a bénéficié de l'aide au développement depuis plusieurs décennies. L'appui venant de l'extérieure a presque touché tous les domaines : social, économique, culturel... Parmi ces secteurs, le secteur agricole est indéniablement un des secteurs productifs stratégiques. Les aides allouées à l'agriculture donnent-elles un accroissement de la production ? L'analyse descriptive de l'agriculture est nécessaire avant de répondre à cette interrogation.

Chapitre I : L'agriculture à Madagascar

L'objet de ce chapitre consiste à donner une analyse descriptive du secteur agricole, d'une part et de l'aide extérieure à Madagascar, d'autre part.

I. L'agriculture à Madagascar

Plus de 70% de la population malagasy vivent dans l'agriculture ; elle génère 80% des recettes d'exportation si on ne tient pas compte du secteur minier ; elle emploie environ 80% de la population active et contribue pendant ces dernières décennies 26% au PIB ; compte tenu des liaisons sectorielles, elle fournit plusieurs secteurs notamment le secteur industriel. Tout cela relate que le secteur agricole tient une place centrale dans l'économie de Madagascar.

L'objet de ce sous chapitre se porte sur la représentation du secteur agricole à Madagascar. Pour ce faire, il convient ainsi de donner un bref rappel des politiques agricoles mises en œuvre à Madagascar depuis son indépendance, ensuite de montrer ses divers aspects en matière de systèmes et moyens de productions, de produits agricoles, et la contribution de l'agriculture dans la formation de PIB.

1.1.Politique agricole à Madagascar

En principe les autorités au pouvoir qui fixent les objectifs économiques, les politiques en tant que moyens ont changé suivant leur affinité. La politique agricole malagasy était fortement liée aux différents régimes successifs lesquels peuvent se diviser en trois depuis l'indépendance, à savoir :

- L'après-colonisation, première république ;
- La nationalisation avec la Révolution Socialiste ;
- La mise en œuvre de programme d'ajustement structurel : la libéralisation.

1.1.1. Les stratégies agricoles appliquées pendant la première république

La première république s'est déroulée de 1960 à 1972. L'objectif étant de procéder à l'amélioration du niveau de vie de la population. Les stratégies mises en œuvre pendant cette période sont axées sur l'augmentation des productivités agricoles. L'élargissement de la surface cultivée, la subvention des intrants et le système de vulgarisation de masse constituent les moyens pour atteindre cette augmentation de productivité. La production agricole a bénéficié un appui particulier dans la mesure où l'objectif est d'en augmenter de 2 000 000 tonnes.

1.1.2. La politique agricole pendant la Révolution socialiste

L'autorité en ce temps a procédé à une forte intervention suivant la charte de Révolution Socialiste malagasy qui nécessite une volonté de réussir par ses propres moyens et la mobilisation de l'épargne nationale. Dans cette optique, la nationalisation et la planification des secteurs de l'économie ont été la grande tendance. Leur objectif étant d'atteindre une autosuffisance alimentaire, d'accroître les produits d'exportation agricoles, de substituer les produits importés et de développer la transformation des produits agricoles. Ainsi, la politique adoptée à cet époque visait à augmenter la quantité des produits domestiques afin de satisfaire les besoins, elle était dénommée : « Politikan'ny kibo ».

À cet effet des nationalisations systématiques, des taxes élevées, des contrôles liés aux prix et aux circuits de commercialisation ont été mis en œuvre. Ces mesures ont maintenu les prix réels au producteur à un niveau très bas jusqu'à décourager les producteurs. Le taux de croissance de la production agricole entre 1985-1999 ne dépassait pas 1%.

L'autosuffisance alimentaire paraît prioritaire pour les responsables politiques. Ils ont consacré environ 1 milliard de dollars¹⁹ à des projets visant à accroître la production rizicole. Malgré cet énorme investissement, le résultat fut un échec. Ce qui efforce le pays à enregistrer une importation rizicole considérable (99000 tonnes). En 1984, le gouvernement en place a obtenu l'appui des organismes de Bretton Woods (FMI-BM) et édifiait des mesures d'ajustement afin de combler notre retard économique.

1.1.3. La politique agricole dans le programme d'ajustement structurel (depuis 1984)

Dans le but de rehausser les performances économiques, Madagascar s'intègre auprès de la BM et du FMI en mettant un programme d'ajustement structurel. En matière de politique agricole, l'objectif ne connaissait pas des changements étonnants (autosuffisance alimentaire, augmentation de l'exportation, amélioration de revenus des producteurs...). Mais à côté d'eux s'ajoute la garantie de sécurité alimentaire pour toute la population. Tout cela, dans le but de satisfaire les besoins liés à la démographie galopante et de développer le monde rural. Les politiques entreprises ont toutefois changé d'une manière radicale. Les politiques structurelles portent sur la libéralisation de production, de commercialisation tant interne qu'externe (révision des taxes d'exportation) et l'ajustement de taux de change réel.

Pendant une décennie, les résultats sur la production ont été significatifs en occurrence la culture vivrière comme le riz. Par contre, la culture d'exportation a connu une baisse de l'ordre de 20% en raison de l'existence d'intermédiaire capitaliste qui conduisait à la diminution des prix réels de ces produits. Ce qui entraîne par la suite une baisse de bénéfice et donc de l'investissement.

Les bailleurs de fonds ont ensuite préconisé la mise en œuvre des documents-cadres à partir de 1997: le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR), le Programme National pour le Développement Rural (PNDR)

- ***Le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR)***

Dans le but de continuer le travail de révision de la Politique de Développement rural et de justifier leur apport dans le secteur agricole, la Banque Mondiale a organisé le 30 Novembre 1997 un atelier de présentation de la version provisoire du document intitulé «

¹⁹ Ministère de l'Agriculture et de Développement rural, juin 1995, « Le système national de vulgarisation agricole à Madagascar », p 12

contribution de la stratégie de Développement Rural à Madagascar - améliorer les conditions de vie en milieu rural»²⁰. Dans ce document, la Banque Mondiale proposait :

- la poursuite des réformes : la privatisation, la libéralisation des prix, la facilitation de l'exportation ;
- l'accès des ruraux à l'ensemble des services sociaux en occurrence la santé et l'éducation ;
- la modernisation du secteur agricole : l'infrastructure à travers le PIP, la sécurité foncière.

À partir de là, la Banque Mondiale a souhaité que le Gouvernement élabore un « Plan d'Action de Développement Rural » qui peut être présenté sous forme de programme, à un groupe consultatif de Bailleurs de fonds.

- ***Objectifs de PADR***

À l'instar de ces propositions, le PADR a comme objectif l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles, aux services sociaux et économiques, ainsi que l'amélioration de l'accès aux marchés. Ainsi, les ruraux peuvent développer leur activité et améliorer leur condition de vie.

Par contre, l'élaboration du PADR s'effectuait dans un processus participatif. Il vise nécessairement la mise en œuvre et le suivi des mesures. Il sert de cadre pour les projets et programmes de développement rural initiés par les structures administratives avec la participation du secteur privé, des groupements des paysans et des diverses ONG.

- ***Exemple : le Programme de Soutien au Développement Rural (PSDR)***²¹

Un des programmes qui rentre dans le cadre du PADR et qui a reçu l'ample financement des bailleurs est le Programme de Soutien au Développement Rural. Le projet est appelé à financer le fonctionnement de structures de gestion et de pilotage à mettre en place incessamment tant au niveau national que provincial. En 2002, le coût total du projet est estimé à 106 090 000 US Dollars émanant de trois sources principales (approche participative) dont l'Association Internationale de Développement (AID) qui contribue à hauteur de 89 050 000 US Dollars, le Gouvernement Malagasy en contrepartie du

²⁰ Le « PADR » : un résumé au mois d'Octobre 1998

²¹ « Rapport Economique et Financier 2001-2002 »

financement IDA contribue à 8 millions US Dollars et les Bénéficiaires²² du projet, participant à hauteur de 9,04 millions d'US Dollars soit par des apports en nature, en main-d'œuvre, soit en numéraire suivant la nature des activités.

La mise en œuvre du PADR est assurée par l'Équipe Permanente de Pilotage (EPP) intégrant les PTF au développement. Il est actuellement rattaché au Primature.

Ce Plan d'Action élaboré depuis 1985, yeux ouverts, les résultats du point de vue global ne donnent pas encore de significativité tangible sur le plan économique.

En 2005, le PADR faisait l'objet de quelques modifications débouchant à son tour à un nouveau plan d'action dénommé Programme National de Développement Rural (PNDR)

- ***Le Programme National de Développement Rural (PNDR)***

Le Programme National de Développement Rural (PNDR) s'assimile à un plan quinquennal dont les objectifs étaient plus élargis comme :

- la continuité des objectifs de PADR (infrastructure : réseaux hydro-agricoles, terminaux portuaires... amélioration sociale : éducation, santé...);
- la facilitation à l'accès de facteurs de productions : capitaux financiers (crédits agricoles) et non financiers (moyens de production) ;
- la suppression du fossé ville campagne, la régénération des ressources naturelles;
- le renforcement des cadres institutionnels ; et enfin
- la valorisation des ressources naturelles.

Du point de vue quantitatif, ces objectifs se traduisent en 2010 par le doublement de production agricole et d'exportation agricole, l'émancipation de 3,5 millions de ruraux sous le seuil de pauvreté, l'accès à une alimentation plus formelle de 1,7 millions de personnes, la création de 10000 emplois.

Afin de relever ces défis, huit grands programmes ont été établis à savoir : le PSDR, le PTMF (Programme de Transport en Milieu Rural), le PNF (Programme National Foncier), le PAE (Plan d'Action Environnementale), le PANSA (Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire) et les programmes d'éducation, de santé et de financement en milieu rural.

²² Ce sont les communes qui bénéficient, soit l'appui du Fonds d'Intervention pour le Développement (FID), soit l'appui du Fonds de Développement Communal

La politique agricole Madagascar a connu des changements suivant le mode de gouvernance des régimes en place. La tendance actuelle avec les bailleurs de fonds a commencé vers les années 80 avec la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel. L'État sous l'égide des bailleurs a décidé de se désengager de ses activités liées à la production et de se consacrer sur ses fonctions régaliennes. De divers cadres, de nombreux programmes et projets s'y sont succédé dont la majorité a toute bénéficié de l'appui des PTF.

1.2. Les principaux actifs de l'agriculture à Madagascar

1.2.1. La terre

Le recensement agricole 2004-2005 a fait ressortir que la surface des exploitations agricoles à Madagascar s'élève environ 2 083 590 Ha et évolue avec un rythme de 0,9% depuis ces deux dernières décennies. Ce faible taux peut s'expliquer par certains facteurs : socioculturel, administratif.

- Sur le plan socioculturel, les paysans ont un certain attachement particulier à leur terre. Contrairement, au pays développé capitaliste où la terre est considérée comme tout autre facteur de production, les paysans malagasy ont tendance à retenir leur terre telle qu'elle ils les ont hérités. En outre, l'occupation de terre est soumise à des règles coutumières complexes ;
- sur le plan administratif, les démarches à suivre pour une acquisition foncière sont extrêmement coûteuses et longues.

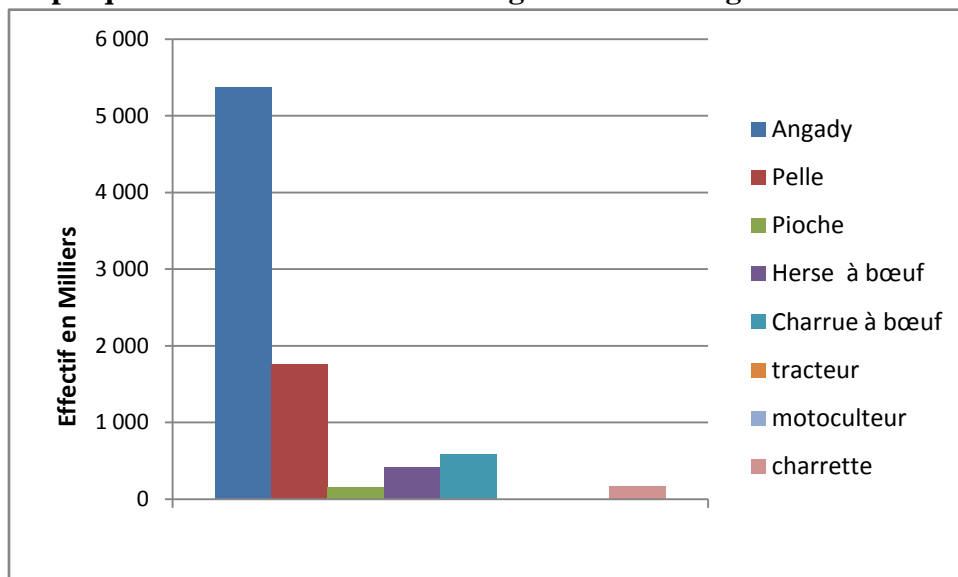
En effet, l'imprécision de droit foncier et la structure administrative demeurent les obstacles d'élargissement de surface physique. À cela s'ajoute la faiblesse de niveau d'éducation des ménages.

D'une façon générale, à Madagascar, la majorité de la surface physique est affectée par la culture vivrière et l'exploitation agricole se base sur la polyculture, soit environ 82% des ménages agricoles. La monoculture se rencontre surtout en milieu urbain.

1.2.2. Les matériels agricoles

Les équipements utilisés dans les exploitations agricoles malagasy sont très archaïques. D'une manière générale, ils utilisent de petits matériels. Et pire, l'effectif de ces petits matériels est très réduit.

Graphique 1 : Effectif des matériels agricoles à Madagascar en 2005



Source : Ministère de l'Agriculture/DSEC

Le graphique ci-dessus montre à peine l'effectif des matériels plus modernes comme les tracteurs et les motoculteurs qui correspondent respectivement à 550 et 658 sur le territoire national. Par contre, l'équipement agricole de labour le plus utilisé est l'angady (la bêche) devant la charrue à traction animale dont le ratio est de 1 charrue pour 4 exploitations agricoles. Au niveau national, on en dénombre plus de 5,37 millions en 2004-2005. Avec plus de 2,392 millions d'exploitations, chaque exploitation possède en moyenne 2,25 angady. Il convient toute fois de noter qu'en moyenne, chaque exploitation dispose d'une surface physique de 1,7 Ha au niveau national²³. Les matériels de production sont largement insuffisants et rudimentaires. Cela est dû à l'autosubsistance des paysans. En effet, l'autosubsistance consiste à balayer l'activité de tout caractère capitaliste. Le profit ne rentre pas dans le calcul de production, ce qui écarte toute possibilité d'investissement susceptible d'améliorer les moyens de production. En outre, la non-acquisition de titre foncier à titre de garantie ne permet pas de contracter un prêt pour financer les éventuels investissements.

²³ « INSTAT/ENSOMD 2012-2013 »

1.2.3. Main d'œuvre

L'homme assure son existence et celle des siens par le biais de travail. Il puise ainsi l'essentiel de ses ressources en travaillant. Plus de deux tiers de la population malagasy sont moins de 25ans. Cette population jeune se trouve dans sa plus grande partie en milieu rural (83%).

La proportion de la population active dans la population en âge de travailler c'est-à-dire le taux d'activité en milieu rural est de plus de 70%. Certes, l'agriculture malagasy dispose une abondante main d'œuvre en termes de quantité, mais en termes de qualité le niveau demeure faible. Aussi les mains d'œuvres agricoles sont généralement vulnérables. Cette vulnérabilité est fortement due à l'insuffisance alimentaire, à la faiblesse de revenu et de niveau d'éducation, tous liées à la faiblesse de productivité.

En effet, d'une part, dépourvus de matériels et équipements productifs performants, les paysans malagasy doivent déployer plus d'effort physique pour avoir un certain niveau de productivité. Alors que la productivité est largement faible, ils sont victimes de sous alimentation et effectivement la productivité antérieure sera également faible. Ainsi, la vulnérabilité s'accroît. D'autre part, la vulnérabilité résulte aussi de la faiblesse de revenu qui est la conséquence de faible productivité. Cela s'explique par le niveau d'éducation « L'importance du revenu agricole généré dépend des caractéristiques des ménages : plus le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé, et plus la superficie exploitée est grande, plus le montant du revenu agricole est élevé. »²⁴

Ainsi, ce n'est pas si étonnant de constater que les techniques utilisées dans la production agricole sont des techniques traditionnelles pénalisant l'amélioration du niveau de production

1.3.Produits

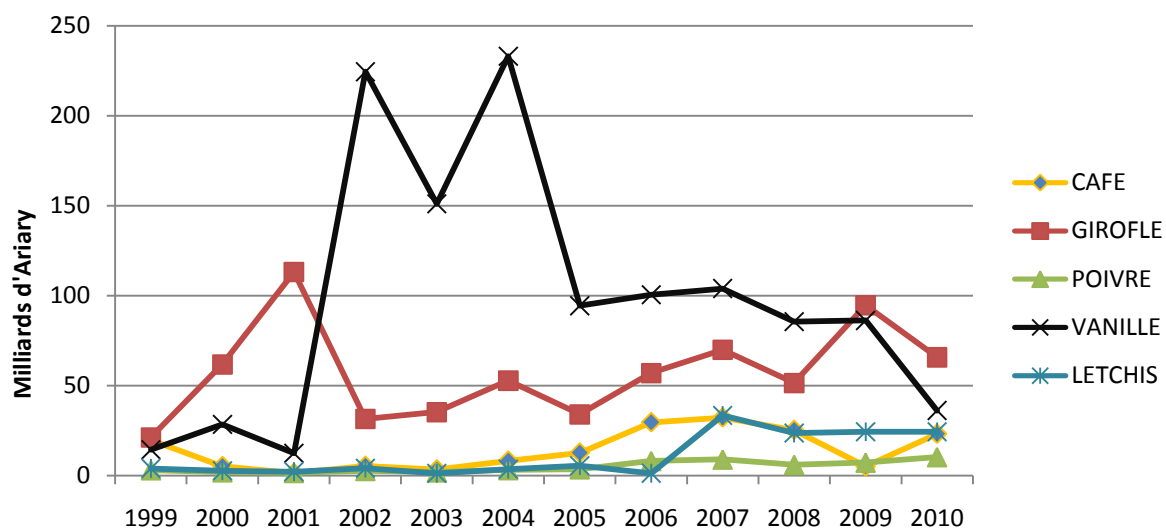
En raison de son climat tropical et ses ressources naturelles, Madagascar dispose des multiples variétés de produits agricoles. Sans prétendre d'en faire une liste exhaustive, dans cette partie, nous retiendrons un certain nombre de produits appartenant aux produits d'exportation ou aux produits vivriers.

²⁴ selon l' « Ensomd 2012-2013 », p.22

1.3.1. Les produits d'exportations

L'exportation constitue une source considérable de revenu et de monnaies étrangères pour le pays comme Madagascar. D'une immense diversité, les produits primaires exportés font l'objet d'un traitement ou de non-traitement. Voici un graphique montrant l'évolution de l'exportation au cours de ces dernières années.

Graphique 2 : Évolution des principaux produits d'exportation



Source : Auteur

Il est relaté à travers ce graphique que 5 produits agricoles figurent parmi l'essentiel de l'exportation malagasy à savoir la vanille qui occupe une large part, le girofle qui est le deuxième produit et ensuite le café ainsi que le letchi et enfin le poivre.

Ainsi, c'est la vanille qui demeure une culture spécifiquement dédiée à l'exportation. L'exportation a suivi une tendance ascendante jusqu'en 2005. Cela est dû à une forte hausse de la demande sur le marché international. Puis progressivement on constate une tendance à la baisse jusqu'en 2010. Cela peut s'expliquer par l'existence de crise mondiale à l'issue de laquelle les pays importateurs sont contraints de réduire leur dépense. Ainsi, la demande sur le marché diminue. Malgré que la vanille de Madagascar rafle le 65% du marché mondial, le prix de ce produit s'avère très volatil et n'assure pas une évolution soutenable. Toutefois, les autres produits d'exportations comme les girofles et les cafés continuent de connaître une tendance à la hausse.

Toujours dans le domaine du commerce international, mais concernant l'importation des produits agricoles, il est opportun de faire remarquer que, parmi tant d'autres produits, c'est le riz qui génère un large éventail de sortie de devises pour Madagascar. En effet, compte tenu de la sous-production rizicole, pour répondre aux besoins nationaux on est contraint de l'importer. Il occupe plus de quarts de la valeur de l'importation dont la Thaïlande, le Pakistan, l'Inde ou le Vietnam sont les principaux fournisseurs. Par ailleurs, le riz importé se vend à un prix bas sur le marché local, ce qui impose une diminution de prix de la part des producteurs nationaux. Effectivement, ces derniers ont tendance à se décourager. Ce qui entravera la production du riz.

1.3.2. Les produits vivriers

Le riz, le manioc, le maïs sont les principaux produits vivriers de Madagascar.

Il est difficile de parler de l'agriculture à Madagascar sans parler de la filière rizicole. En effet, le riz est étroitement lié au quotidien des peuples malagasy et sa production est quasi présente dans toute la grande île. La surface de culture rizicole est estimée environ plus de 2 500 000 Ha avec une production environ 4 300 000 tonnes, le rendement moyen est estimé à 2 tonnes par hectare. Les producteurs de riz commencent à utiliser progressivement les techniques comme le SRI (Système de Riziculture Intensif) et le SRA (Système de Riziculture amélioré).

Le manioc, par contre, est considéré comme la deuxième source de calories. Il contribue pour 15% de la ration calorique nationale. Chez les ménages vulnérables, sa part augmente nettement. Dans le sud, zone marquée par la sécheresse, le manioc constitue l'aliment principal qui assure plus du quart du régime calorique. Récolté tout au long de l'année, le manioc sert d'amortisseur saisonnier clé chez les ménages pauvres pour surpasser les périodes de soudure.

Quant au maïs, il est considéré comme la troisième source de calories de la population malagasy. Ces produits entre autres le riz et le manioc sont des produits stratégiques dans la mesure où leur prix détermine les prix des autres produits.

1.3.3. Les produits d'élevage

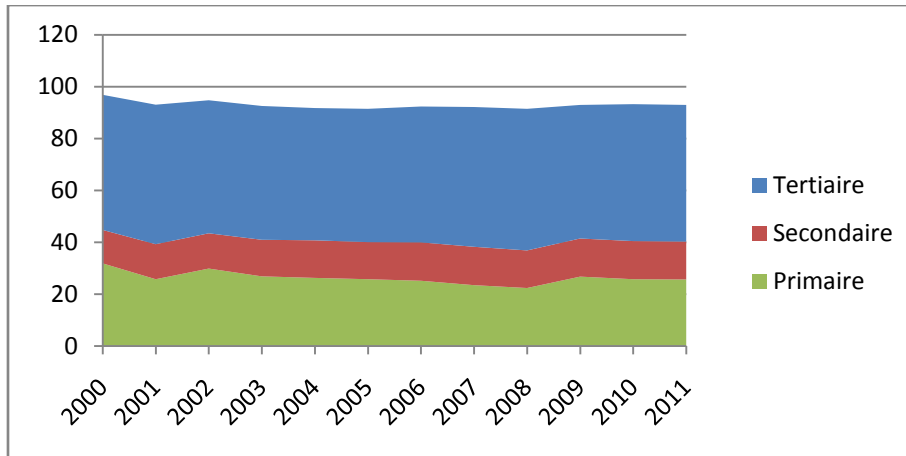
L'élevage à Madagascar est essentiellement composé de cheptels de bovins, de porcins, et de volailles et tant d'autres comme la pisciculture, l'apiculture, ou la sériculture.

Une exploitation sur deux élève de bovin, mais le rythme de croissance du cheptel est largement faible avoisinant 1% par an. L'élevage bovin est pratiqué partout à Madagascar,

mais son importance varie sensiblement d'une région à une autre. Une forte concentration se trouve dans les régions centrales et sud de Madagascar.

1.4. Le poids du secteur agricole à Madagascar

Graphique 3 : Poids des secteurs dans le PIB



Source : Auteur

La part de l'agriculture dans le PIB est restée supérieure à 25% pendant ces dernières années. Le secteur agricole contribue nettement en 2000 avec 31,8%. Cela est dû à la réduction de la part du secteur minier. Mais après cela les parts respectives des secteurs restent toujours dans la fourchette de stabilité.

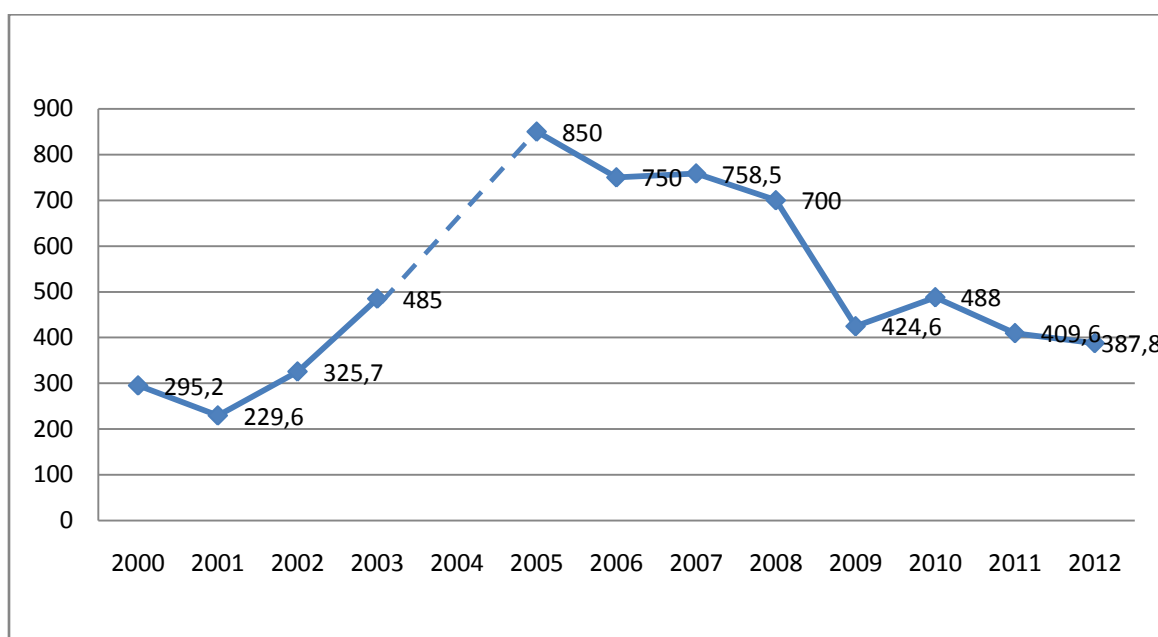
Si tels sont les aspects de l'agriculture à Madagascar qu'en est-il de l'aide extérieure octroyée ?

II. Situation de l'aide à Madagascar

2.1. Évolution de l'aide globale

Pendant la dernière décennie, l'aide publique au développement fournie par les donateurs a connu une évolution. Le graphique suivant donne un aperçu de cette évolution de volume d'aide total fournie par les donateurs.

Graphique 4 : Évolution de l'APD à Madagascar en millions USD



Source : VPEI/Primature STP CA

D'après ce graphique, il ressort que la tendance de volume d'aide peut être regroupée en trois différentes périodes depuis l'an 2000.

La première période correspond à l'augmentation progressive de l'aide de 2001 jusqu'à son apogée en 2005 correspondant à 850 millions de dollars. Cette affluence continue d'aide est consécutive à la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel après la crise politique de 2002. Ce programme a été fortement appuyé par les Partenaires Techniques et Financiers membres du CAD (aide programme). Il convient également de souligner que la transformation d'une grande partie de service de la dette en flux d'APD suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE (Initiative de Pays Pauvres Très Endettés) fait accentuer le volume d'aide pendant cette période.

La seconde période est fortement marquée par la stabilité de flux d'aide. Après le pic de 2005, le volume d'aide reçue par Madagascar varie entre 800 et 700 millions de dollars en 2008. Cela s'explique par la réélection des autorités de la première période. Ces derniers ont montré un leadership vigoureux manifesté dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement. Force est de constater que le climat entre les PTF et ces mêmes autorités était très bon et du forme. Une grande confiance s'établit entre les deux camps au point où de recevoir le plus grand volume d'aide budgétaire jamais enregistré par le pays²⁵.

Enfin, la dernière période correspond à la chute du volume d'aide. Cela est fortement lié à l'existence de la crise politique de 2009. À l'issue de ce contexte, la plupart des PTF ont suspendu : l'aide budgétaire recouvrant la majorité des dépenses d'investissement ; le financement des grands projets déjà en cours ou des grands projets nouveaux. De 2008 à 2009, on a pu constater une diminution très conséquente du volume d'aide globale. L'aide a pratiquement réduit de moitié (environ 43%) ramenant son niveau de 2009 à 424,6 millions USD.

Il est cependant important de préciser que même si la crise a continué de sévir, le volume d'aide décaissé est maintenu environ 400 millions USD jusqu'en 2012. Par ailleurs, les décaissements effectifs sont fortement dominés par les subventions occupant à peu près 70% de l'aide. Selon le Rapport sur la Coopération au Développement 2010-2011, sur les 405 millions USD décaissés en 2011, les subventions s'élèvent à 305 millions. Les subventions peuvent se présenter sous différentes formes : fonds non remboursables, dons en nature, assistance technique...

Le volume d'aide décaissé par les PTF en faveur des pays en développement comme Madagascar, pendant cette dernière décennie, a été marqué par une certaine tendance manifestement différente. Force est de constater que le comportement des donateurs est pratiquement indissociable au contexte politique. Quoi qu'il en soit, l'aide est toujours présente, mais c'est son ampleur dans les divers secteurs de l'économie qui a connu une fluctuation. Qu'en est-il donc de leur répartition dans les divers secteurs ?

²⁵ Selon le MFB, plus de 100 millions USD d'aide budgétaire en 2007 et plus de 225 millions USD en 2008

2.2.Répartition et évolution de l'aide par secteur prioritaire

Le tableau suivant présente la répartition et l'évolution de l'aide reçue à travers les différents secteurs de 2008 à 2012 à Madagascar.

Tableau 2 : Structure et évolution sectorielle de l'aide des PTF

Secteur prioritaire	Décaissement effectif en milliers USD					Cumul	
	2008	2009	2010	2011	2012	Milliers USD	Part %
Santé et Planning familial	100 376	99 846	173 830	130 439	142 841	647 332	27,57
Infrastructures	137 851	68 552	69 258	59 750	55 507	390 918	16,65
Développement Rural	93 724	81 741	45 996	58 409	43 317	323 187	13,76
Éducation	54 285	34 172	58 062	53 642	33 637	233 798	9,96
Environnement	13 298	16 770	14 656	20 729	33 413	98 866	4,21
Gouvernance	29 121	15 788	27 069	30 432	26 610	129 020	5,50
Économie	49 373	8 013	26 311	25 369	25 006	134 072	5,71
Solidarité	14 236	32 105	39 595	24 198	21 154	131 288	5,59
Non aligné/Autres ²⁶	205 786	15 124	15 554	6 620	6 300	249 384	10,62
TOTAL	700 058	374 120	472 341	411 599	389 797	2 347 915	100

Source : STP-CA/AMP-Madagascar/RCD

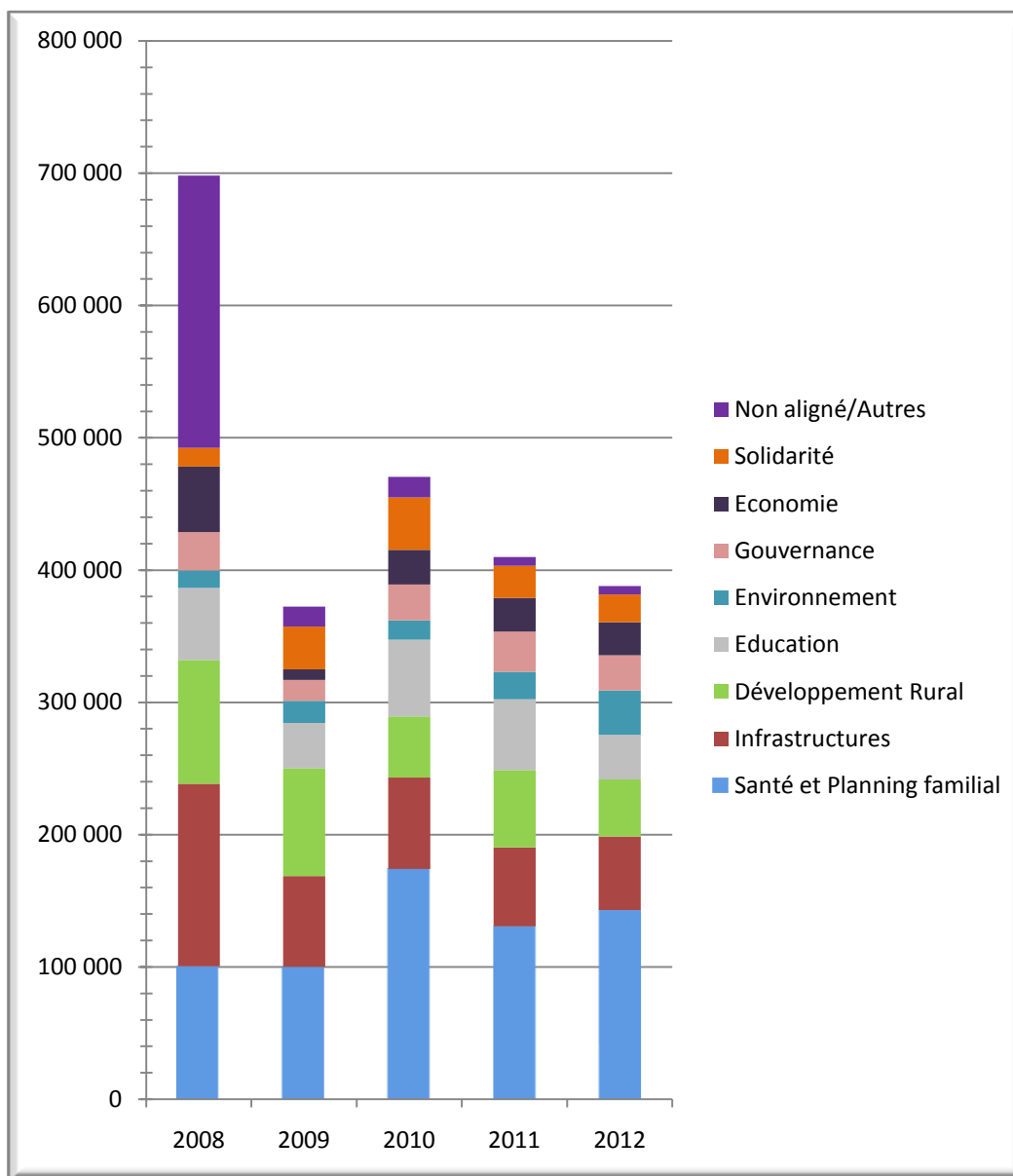
Dans le cadre d'entraide à la croissance et au développement, chaque donateur dispose opérationnellement des secteurs dont l'intervention leur y paraît nécessaire et prioritaire. Les secteurs d'intervention prioritaires se divisent principalement en deux : le secteur productif et le secteur social.

- Le secteur productif contribue directement à la production des biens et services. Il inclut l'Économie, l'infrastructure, le développement rural et l'environnement ;
- Le secteur social, par contre, est constitué par des éléments affectant l'amélioration de bien-être social tel l'Éducation, la Santé et planning familial et la solidarité incluant genre, sport, culture, etc.

²⁶ Le secteur Non aligné/Autres renvoie à un financement lié à une priorité spécifique.

Afin de mieux percevoir sur l'analyse de l'aide, le graphique suivant permet davantage d'appréhender la structure et l'évolution sectorielle de l'aide extérieure acquise.

Graphique 5 : Structure et évolution sectorielle de l'aide à Madagascar



Source : L'auteur à partir des données de VPEI/ STP-CA

Cette figure relate l'évolution et le profil sectoriel de l'aide entre 2008 et 2012. Comme l'on a communément su, de 2008 à 2009, la crise d'ordre politique était encore en plein réchauffement, d'où la chute de volume d'aide. Pendant la crise, on a tout de même pu constater que le secteur Santé, ici en bleu, a connu une nette amélioration de financement, il atteint même son pic en 2010 correspondant à 173,8 millions USD soit 36,8% de l'aide durant

cette annuité. Celui-ci demeure le secteur qui absorbe beaucoup d'aide, car il occupe en moyenne plus de tiers de l'aide globale dans la période de crise. Contrairement à cela, les autres secteurs constituant le secteur social comme l'Éducation, la Solidarité et la Gouvernance, malgré les différents projets figurant dans les Lois de Finances, le flux financier décaissé à l'égard de ces secteurs a considérablement diminué en termes de valeurs. Cela s'explique également par la crise de confiance qui s'installe entre les bailleurs et les autorités en place.

Dans cette même évolution, les secteurs comme l'Économie et l'Environnement ont aussi connu une brusque chute en termes de valeur au commencement de la crise en 2009, mais par la suite l'aide affectée à ces secteurs s'est élargie peu à peu avec une proportion quasi stable accaparant respectivement 5,71% et 4,21% de l'aide globale.

Le secteur qui capte le plus l'intérêt de ce travail est le secteur agricole. Néanmoins, on l'assimile objectivement au secteur Développement rural qui dans la moyenne ne représente que 12% de l'aide globale. Comme tous les autres secteurs, mis à part la Santé, la réduction de fonds s'avère incontournable pour ce secteur. En 2008, l'aide au Développement rural s'élève à 93,7 millions USD, en 2012 ce montant n'est que 43, 17 millions USD. Alors que celui-ci touche directement le 80% de la population malagasy comme étant un secteur productif, il ne représente que 9 à 13% de flux de financement. Ce taux encore assez faible est étroitement lié au principe des donateurs.

En effet, vers les années 60, partant du modèle de développement linéaire de Rostow à l'issu duquel le développement doit suivre cinq étapes, les pays donateurs se présentent comme une référence pour les pays en développement. Ainsi, ce dernier doit suivre le parcours des pays développés donateurs. L'aide est en cette période assimilé au plan Marshall qui servait de cadre ou de la moule pour les coopérations au développement.

L'aide se basait sur la thèse selon laquelle l'industrialisation est la source de croissance et par la suite le développement. La transposition de l'aide Marshall aux pays en développement à travers une industrie à marche forcée dominait le dessein des transferts de fonds. Les modalités et les performances des pays receveurs comme savoir la capacité d'absorption technologique, la qualité de main d'œuvre, le niveau de la demande interne... n'étaient pas prises en considération en ce temps là.

Parallèlement à la théorie de Lewis, l'agriculture y prend un rôle de second plan. Cela figure vraisemblablement comme le fondement de mise à l'écart du Développement Rural en tant que secteur opérationnel de coopération. Il convient de signaler que selon l'OCDE, l'aide allouée au secteur Agriculture et Développement Rural par les pays donateurs membres du CAD ne représente que 6 à 7% du volume d'aide globale²⁷.

2.3.Principaux partenaires techniques et financiers de l'agriculture

On dénombre une quinzaine de PTF au secteur Développement Rural à Madagascar. Les donateurs sont constitués des partenaires multilatéraux comme la Banque Mondiale, les Organisations des Nations Unies ; des partenaires bilatéraux comme la Chine, la Suisse... et des ONGI ainsi que les coopérations décentralisées. Le tableau suivant montre ces donateurs avec leur apport respectif.

²⁷ Lire « Aid to agriculture and rural development », October 2013, OECD-DAC, www.oecd.org/dac/stats/agriculture

Tableau 3 : Principaux PTF dans le Développement Rural avec le montant d'aide allouée (en milliers USD)

Groupe donateur	2010	2011	2012	Total par donateur
Allemagne - KFW	-	114	-	114
Allemagne - GIZ	-	-	217	217
BAD	6 833	5 250	1 874	13957
Chine	1 272	619	1 663	3554
FAO	1 976	732	811	3519
FIDA	8 689	9 613	11 790	30092
France - AFD	11 598	13 063	4 670	29331
France - FFEM	284	177	22	483
France – IR	1 657	2 388	2 361	6406
France - SCAC	63	347	175	585
France Coop déc.	604	888	831	2323
IDA/BM	7 400	15 715	9 337	32452
Japon - JICA	2 430	3 073	3 439	8942
NORAD	276	247	361	884
Norvège	15	-	-	15
OPEP	665	2 465	966	4096
ONUDI	-	36	-	36
PNUD	520	1 332	908	2760
Suisse	1 213	1 504	1 456	4173
UE	3 395	1 734	3 267	8396
ONGI	7 475	6 984	6 350	20809
Total annuel	56365	66281	50498	173144

Source : VPEI/STP-CA/AMP-Madagascar et après calcul

Il ressort de ce tableau que ce sont les PTF multilatéraux qui sont les plus actifs dans le financement du secteur Développement Rural. Ils occupent plus la moitié de volume d'aide

soit 57% à 58%. En ce sens, c'est la Banque Mondiale à travers IDA et le FIDA qui sont les plus contributifs avec une part respective de 18% et 17%.

Par contre, dans le cadre de financements bilatéraux, c'est la France à travers l'AFD qui décaisse le plus ample de fonds. Avec ses agences confondues, la France à elle seule contribue en moyenne presque le quart de fonds pour ce secteur. Il convient également de signaler la forte présence des ONGI dont la participation s'aligne avec les agences de SNU par exemple le FIDA. Le reste est réparti entre les différents Groupes donateur comme l'OPEP, l'UE et les pays partenaires bilatéraux comme la Suisse et la Chine.

À côté de cette ventilation d'aide allouée au Développement rural, il s'avère opportun de voir un aperçu des réalisations de ces PTF.

2.4.Aperçu des réalisations récentes des PTF au développement rural

Sans énumérer en détail les réalisations des partenaires, il est opportun d'illustrer ce qui est fait à partir des financements des Partenaires au développement rural à Madagascar. En voilà un aperçu des réalisations des PTF, cela bien entendu prête une certaine exhaustivité.

- ***Le Système des Nations Unies (SNU)***

C'est à travers le FIDA, le FAO et le PNUD que le SNU répartit leur aide au secteur agricole à Madagascar. Le canal de financement de SNU le plus favorable à l'agriculture est le FIDA avec en moyenne plus de 85% ne citer qu'en 2012 celui-ci a décaissé 11,7 millions USD alors que le PNUD et le FAO ne décaissent respectivement que 0,908 million et 0,811 million USD²⁸.

Le FIDA a réalisé différents appuis à l'égard :

- des producteurs agricoles (amélioration d'accès aux marchés, financement des microprojets, aménagement des pistes rurales) ;
- des ménages (amélioration d'accès des ruraux pauvres à la gestion de terre et eau, aménagement des périmètres hydro-agricole dans les Régions Melaky et Menabe) ;
- des organisations paysannes faîtières et des chambres de l'Agriculture
- des micro-entreprises rurales (appuis au service financier et non financier, accès aux infrastructures de production)

²⁸ Selon le RCD 2012

Le FIDA figure parmi les donateurs dont la crise politique n'a guère d'influence sur le volume d'aide décaissé. Autrement dit, le SNU a toujours soutenu l'agriculture malagasy au cours de la crise.

- **BAD**

La BAD participe également au financement direct de l'agriculture. La réhabilitation des infrastructures agricoles comme les digues, les canaux d'irrigation, les barrages ; l'appui à l'acquisition des titres fonciers ainsi que l'appui technique sont des réalisations de la BAD au sein des deux périmètres Bas-Mangoky et Manombo. Cela touche à peu près des milliers d'exploitants.

- **UE**

L'Union Européenne est un des partenaires qui met en œuvre le plus grand nombre de projets. Il contribue à l'augmentation et à la diversification de la productivité au niveau des exploitations familiales. La filière sucre bénéficie également d'un appui spécifique à savoir la réhabilitation du réseau agricole, la mise en œuvre de l'assistance technique au profit des populations de la plaine de la basse Mahavavy-Région Diana.

- **France**

L'intervention de la France en matière d'aide s'opère davantage à travers l'AFD que qui occupe 80% du volume global. Il convient tout de même de signaler que la coopération décentralisée prend peu à peu de la place. C'est à travers laquelle des Régions de l'hexagone comme l'Aquitaine, Bretagne, et le Département d'Ile de Vilaine concourent directement à l'appui des projets de développement rural dans diverses régions de Madagascar : Itasy, Analanjirofo, Anosy et Alaotra Mangoro. Ces coopérations décentralisées se focalisent surtout dans la formation technique des paysans sur l'agro-écologie ainsi que le développement de la filière laitière.

- **ONGI**

Les principales Organisations non gouvernementales internationales qui œuvrent dans le secteur développement rural sont le l'APDRA, CRS, le RTM.

L'APDRA appuie le domaine de pisciculture, il intervient dans quatre Régions : Antsinanana, Vakinakaratra, Itasy et Haute Matsiatra. Le CRS se focalise sur la réhabilitation de système de

riziculture et de pistes ainsi que la formation de groupement en agrobusiness. Le RTM quant à lui a pour cibles les communautés rurales en région par le biais de formation, il participe aussi à la réhabilitation de deux barrages, un canal de drainage et des rizières.

Chapitre II : Impact de l'aide extérieure sur le secteur agricole à Madagascar

L'objet de ce présent travail est de mettre en exergue l'impact de l'aide extérieure sur le secteur agricole. Dans ce sens, il est admis que l'aide allouée à ce secteur influe la productivité agricole. Cela théoriquement concourt au développement économique à travers différentes voies telles l'augmentation du Produit Intérieur Brut et l'entrée de devises étrangères et enfin la formation du capital.

Ainsi, l'évaluation des incidences d'injection de fonds étrangères vis-vis de ces variables pourrait s'effectuer à partir de l'analyse de corrélation

I. Rappel de la théorie de corrélation

L'analyse de corrélation renvoie à l'analyse de l'évolution de deux phénomènes, ils sont « corrélés » lorsque leur évolution s'oriente simultanément vers un même sens c'est-à-dire une évolution commune. La corrélation simple mesure le degré de liaison entre ces deux phénomènes représentés par deux variables. Il est à distinguer que lorsque tous les points du couple de valeurs (x, y) des deux variables s'alignent vraisemblablement sur une droite, il s'agit d'une corrélation linéaire. Par contre, lorsque le couple de valeurs se trouve sur une même courbe d'allure quelconque, la corrélation est non linéaire.

Ainsi, deux variables peuvent être :

- en corrélation positive : on constate alors une augmentation (ou diminution, ou constance) simultanée des valeurs des deux variables ;
- en corrélation négative : lorsque les valeurs de l'une augmentent, les valeurs de l'autre diminuent ;
- non corrélées : il n'y a aucune relation entre les variations des valeurs de l'une des variables et les valeurs de l'autre.

- **Mesure de corrélation**

Malgré la représentation graphique, c'est au calcul statistique coefficient de corrélation linéaire simple, noté $r_{x,y}$ que débouche une idée précise de l'intensité de liaison entre les deux variables. Ce coefficient est égal à :

$$r_{x,y} = \frac{\text{Cov}(x,y)}{\sigma(x) \cdot \sigma(y)}$$

avec $\text{Cov}(x,y)$: covariance entre x et y

$\sigma(x) \cdot \sigma(y)$: écart type de x et écart type de y

En développant la formule, elle devient :

$$r_{x,y} = \frac{n \cdot \sum XY - \sum X \sum Y}{\sqrt{n \sum X^2 - (\sum X)^2} \cdot \sqrt{n \sum Y^2 - (\sum Y)^2}}$$

La valeur du coefficient de corrélation $r_{x,y}$ est comprise entre -1 et 1 :

Proche de 1 ou proche de -1, les variables sont respectivement corrélées positivement ou négativement. Et proche de 0 absence de corrélation.

- **Test statistique**

Il est important de recourir au test statistique au souci de lever une indétermination. En effet, la valeur de $r_{x,y}$ est rarement très proche de l'une de ces trois bornes. Il est donc difficile une interprétation fiable à la simple lecture de ce coefficient d'où l'intérêt de se référer à un coefficient empirique $r_{x,y}$ une estimation du coefficient vrai $r_{x,y}$. En d'autres termes, le test statistique permet d'affirmer la significativité du coefficient.

Hypothèses

H_0 : est l'hypothèse de base ou hypothèse nulle que l'on veut vérifier.

H_1 : est l'hypothèse alternative.

Soient $H_0 : r_{x,y} = 0$

$H_1 : r_{x,y} \neq 0$

L'hypothèse H_0 sous-entend que $\frac{|rx,y|}{\sqrt{\frac{(1-rx,y^2)}{n-2}}}$ suit une loi de Student à $n-2$ degré de liberté

Ainsi, nous calculons donc une statistique appelée t^* de Student empirique :

$$t^* = \frac{|rx,y|}{\sqrt{\frac{(1-rx,y^2)}{n-2}}}$$

Le test revient à comparer t^* avec la valeur lue directement dans la table $t_{n-2}^{\alpha/2}$

- **Règle décision**

- On accepte H_0 si, $t^* < t_{n-2}^{\alpha/2}$ c'est-à-dire que le coefficient de corrélation est significativement proche de 0.
- On refuse H_0 si, $t^* > t_{n-2}^{\alpha/2}$ cela signifie que le coefficient de corrélation est significativement différent de 0.

$t_{n-2}^{\alpha/2}$ correspond à une valeur lue dans une table de Student au seuil de signification $\alpha=5\%$ à $n-2$ degrés de liberté.

II. L'impact de l'aide sur le secteur agricole à Madagascar

Cette partie consiste à évaluer l'impact de l'aide sur la croissance agricole. Dans l'approche théorique, l'aide se justifie comme une complémentarité de l'épargne nationale, dans le but de booster l'investissement entraînant ainsi une hausse de la production. Cela se traduit par la croissance et par la suite le développement. L'objet de ce chapitre consiste à évaluer l'impact de l'aide extérieure sur le secteur agricole du point de vue des agrégats économique. Cette théorie est-elle valable pour le cas du secteur agricole à Madagascar ?

Il est donc intéressant d'évaluer si l'aide affectée à l'agriculture et ainsi que les variables économiques y afférents ont une évolution commune. L'évaluation porte premièrement sur l'analyse de corrélation entre l'aide décaissée au profit du secteur agricole et la contribution de ceci au PIB. Puis, la corrélation entre ce même aide et la part de ce secteur dans l'exportation.

1.1.Impact de l'aide extérieure sur le PIB

Outre, les différents apports théoriques développés précédemment de sorte que l'aide influence positivement un secteur productif. Il convient de faire remarquer que les cultures temporaires c'est-à-dire cultures annuelles occupent plus de 93% de la surface cultivée à Madagascar. Les mesures prises auront donc une influence directe sur la culture et par voie de conséquence sur la production agricole. Il convient donc de tirer que l'irrigation, la construction des infrastructures et l'assistance technique et financière à travers l'aide extérieure auront vraisemblablement une influence positive sur la production donc sur la croissance du PIB à Madagascar.

Tableau 4 : APD secteur agricole et PIB agriculture

Année	APD secteur agricole	PIB secteur agricole
2 000	54 876 304 000	148 874 000 000
2 001	171 845 210 100	154 860 000 000
2 002	50 386 000 000	152 860 000 000
2 003	35 185 624 480	154 840 259 862
2 004	136 383 796 220	159 593 087 115
2 005	71 714 125 060	163 580 434 344
2 006	157 227 681 600	167 089 395 607
2 007	144 326 237 600	170 836 397 268
2 008	130 109 459 200	175 869 600 576
2 009	69 966 310 140	190 881 649 417
2 010	47 031 169 080	184 311 309 426

Source: Ministère de l'Agriculture

À travers ce tableau, il ressort que la contribution du secteur agricole a connu une tendance ascendante depuis l'année 2000. Par contre, l'aide allouée à ce secteur a connu une fluctuation qui est principalement liée aux diverses périodes de crise que Madagascar a vécu. Elle atteint son niveau maximum en 2001 correspondant à 171 milliards d'Ariary et a connu par contre son niveau le plus le lendemain de la crise de 2002. Après cela, l'aide a continué à être stable jusqu'en 2009 où une nouvelle crise s'est surgie.

En utilisant la formule précédemment, avec les données de ce tableau, il ressort que le coefficient de corrélation entre ces deux variables est égal à **0,004**. La corrélation entre les

deux variables : APD secteur agricole et le PIB de ce secteur est quasi nul. Statistiquement, il n'y a aucune corrélation entre ces deux variables.

Le test de significativité

Le test de significativité renvoie à la comparaison de $t_{n-2}^{\alpha/2} = 2,26$ et

$$t^* = \frac{|r_{x,y}|}{\sqrt{\frac{(1-r_{x,y}^2)}{n-2}}} = \mathbf{0,012}.$$

Ainsi, on accepte l'hypothèse selon laquelle la corrélation entre l'APD au secteur agricole et le PIB agricole n'est pas significative.

L'aide a pour justification de stimuler l'investissement en vue d'accroître la production. Il est ainsi envisageable que l'injection de fonds dans le secteur agricole doive nécessairement augmenter la productivité agricole. Ce n'est pourtant pas le cas de Madagascar affirme cette analyse de corrélation.

1.2. Impact de l'aide extérieure sur l'exportation

Selon Kuznets, l'exportation est l'un des canaux à travers lequel l'agriculture contribue au développement économique. On va analyser une corrélation entre l'aide et l'exportation agricole. Le tableau suivant montre leur valeur respective.

Tableau 5 : APD au secteur agricole et l'exportation agricole en Ariary

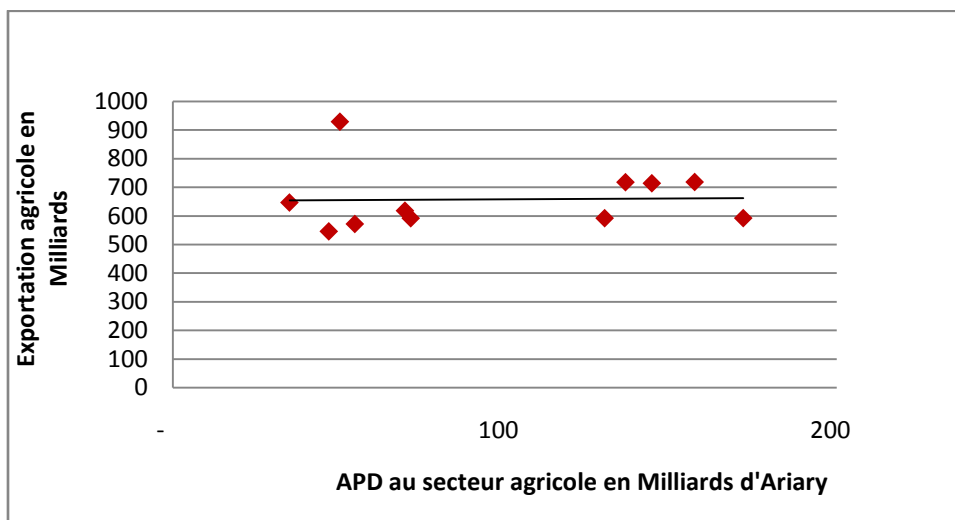
Année	APD secteur agricole	Exportation agricole
2 000	54 876 304 000	572232359000
2 001	171 845 210 100	592661112000
2 002	50 386 000 000	929010286000
2 003	35 185 624 480	647051600000
2 004	136 383 796 220	717960224000
2 005	71 714 125 060	592267773754
2 006	157 227 681 600	718674894902
2 007	144 326 237 600	714275931223
2 008	130 109 459 200	592431608875
2 009	69 966 310 140	618565711215
2 010	47 031 169 080	546447361212

Source : Ministère de l'Agriculture

Les produits agricoles qui font l'objet d'exportation ont connu une tendance à la baisse depuis ces dernières années. De 2000 à 2006, cette baisse peut s'expliquer par les méfaits des conditions climatiques (cyclone). Mais en 2007, la crise de subprime aux Etats Unies touche le monde entier. Ce qui entraine une diminution des demandes des acheteurs, principalement l'Europe. Parce que les pays importateurs ont adopté une politique faisant réduire les dépenses notamment les dépenses en devises. Cela influence également le volume d'aide allouée par le donateur. Ces deux variables ont apparemment une évolution commune ? Procédons à une analyse de corrélation entre ces deux variables.

Analyse de corrélation

Graphique 6 : Nuage des points et droite d'ajustement de l'APD et de l'exportation



Calcul du coefficient de corrélation

En utilisant la formule précédemment, le coefficient de corrélation entre l'APD au secteur agricole et l'exportation des produits agricoles correspond à **0,0285**.

Test de significativité

Le t de Student théorique correspond à 0,08 ce qui est largement inférieur à t de Student empirique. Ainsi, on accepte l'hypothèse $H_0: r_{x, y} = 0$. À cet effet, aucune corrélation ne s'établit entre ces deux variables.

Ainsi, à travers ces analyses, on peut conclure que l'aide allouée au secteur agricole à Madagascar n'influence pas la production agricole c'est-à-dire que l'impact est nettement sans significatif.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'aide dans sa définition selon le Comité d'Aide au Développement au sein de l'OCDE a pour finalité le développement des pays receveurs dont les modalités et les formes sont largement diversifiées. Pour réduire la pauvreté, le secteur agricole dans les pays en développement est non négligeable et occupe une place importante. La croissance agricole sera le pilier clé d'une stratégie nationale de croissance économique qui pourra simultanément diminuer perceptiblement la pauvreté.

L'objectif de ce travail est d'analyser l'impact de l'aide extérieure sur l'agriculture d'où le thème « Aide extérieure et secteur agricole à Madagascar ». En d'autres termes, les transferts de fonds en permanence influent-ils d'une manière positive le secteur agricole ?

Afin de répondre à cet objectif, on a procédé à une analyse théorique dans la première partie, et ensuite une analyse statistique pour vérifier les théories ainsi développées. En effet, les modèles de croissance économique ont également renforcé l'importance de l'aide dans la mesure où elle permet de combler les insuffisances en ressources intérieures. L'histoire a montré que l'aide a été bien efficace pour amorcer la croissance comme le plan Marshall. Comme l'on dit un proverbe africain dit « "La main qui aide est toujours au-dessus de la main qui reçoit" » les effets de l'aide sont convergés d'un pays receveur à un autre.

Ce travail nous aura montré que l'aide extérieure affectée au secteur agricole n'a pas un impact significatif sur la performance agricole de Madagascar. On a procédé à une analyse descriptive de l'aide à Madagascar et de l'agriculture. Il convient de constater que les performances de l'agriculture sont si faibles. Il ressort de cette étude que malgré l'ampleur du secteur agricole à Madagascar, les aides allouées sont plus fléchées vers le secteur social comme l'éducation et la santé qui occupe à eux seuls la moitié de volume d'aide globale. Le secteur agricole ne bénéficie en moyenne que 10%.

À Madagascar l'aide au secteur agricole reste sans significatif. Nombreux peut être les raisons qui nécessitent des mesures de réformes. C'est dans ce sens que réside l'intérêt de ce travail. Autrement dit, ce travail a étayé l'importance du secteur agricole et fait appel au renforcement de ce secteur à travers l'aide publique au développement. La correction ou les mesures qui permettent de rendre ces aides plus efficaces sont une nouvelle problématique à soulever.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- BLANCHETON, Bertrand « *Les politiques économiques* », Ed. Dunod, Paris, 2006.
- CERVANTES, G. D. et J. DEWBRE, 2010, « *Importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté* », Éditions OCDE.
- EASTERLY. W, 2009, « *Le fardeau de l'homme blanc: L'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*», Editions Markus Haller.
- GRELLET. G, 1986, « *Structures et stratégies du développement économique* », Paris, PUF, coll. Thémis, Sciences Economiques, 465p.
- HENRI DENIS, 1983, « *Histoire de la pensée économique* », PUF, Paris, PUF, coll. Thémis, Sciences Economiques.
- MADIO, 1995, « *États des statistiques sur l'agriculture : Diagnostic* »
- Ministère de l'agriculture, 2006, « *Recensement sur l'agriculture : campagne 2004-2005* »
- Ministère de l'agriculture, 2010, « *Annuaire agricole 2009-2010* »
- Nations Unies, 2006, « *Le doublement de l'aide : assurer la grande poussée* », New York, Genève.

Rapports :

- BANQUE MONDIALE, « *Rapport sur le développement dans le monde 2008* » in. Agriculture au service du développement.
- INSTAT, 2009, « *Rapport économique et financier* ».
- INSTAT, 2014, « *Enquête National sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement à Madagascar* ».
- Primature, VPEI, 2013, « *Rapport sur la coopération au Développement 2012* ».

Articles :

- RAFFINOT. M, « *Soutenabilité de la Dette extérieure* » Document de travail.
- BERTHELIER, P. et LIPCHITZL, A., 2005, « *Quel rôle joue l'agriculture dans la croissance et le développement ?* » Revue Tiers Monde t. XLVI, n183, pp. 603-625.

ANNEXES

ANNEXE 1: Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD (2012-2013)

Pays les moins Avancés	Pays à faible revenu (1)	Pays et territoire à revenu intermédiaire tranche inférieure (2)	Pays et territoire à revenu intermédiaire tranche supérieure (3)
Afghanistan	Corée, Rép. dém.	Arménie	Afrique du Sud
Angola	Kenya	Belize	Albanie
Bangladesh	Kirghize, Rép.	Bolivie	Algérie
Bénin	Tadjikistan	Cameroun	* Anguilla
Bhoutan	Zimbabwe	Cap Vert	Antigua-et-Barbuda
Burkina Faso		Cisjordanie et bande de Gaza	Argentine
Burundi		Congo, Rép.	Azerbaïdjan
Cambodge		Côte d'Ivoire	Bélarus
Centrafricaine, Rép.		Égypte	Bosnie-Herzégovine
Comores		El Salvador	Botswana
Congo, Rép. dém.		Fidji	Brésil
Djibouti		Géorgie	Chili
Érythrée		Ghana	Chine
Éthiopie		Guatemala	Colombie
Gambie		Guyana	Cook, Îles
Guinée		Honduras	Costa Rica
Guinée équatoriale		Inde	Cuba
Guinée-Bissau		Indonésie	Dominicaine, Rép.
Haïti		Irak	Dominique
Kiribati		Kosovo ¹	Équateur
Laos		Maroc	Ex-République yougoslave de Macédoine
Lesotho		Marshall, Îles	Gabon
Liberia		Micronésie, États fédérés	Grenade
Madagascar		Moldova	Iran
Malawi		Mongolie	Jamaïque
Mali		Nicaragua	Jordanie
Mauritanie		Nigeria	Kazakhstan
Mozambique		Ouzbékistan	Liban
Myanmar		Pakistan	Libye
Népal		Papouasie-Nouvelle-Guinée	Malaisie
Niger		Paraguay	Maldives
Ouganda		Philippines	Maurice
Rwanda		Sri Lanka	Mexique
Salomon, Îles		Swaziland	Monténégro
Samoa		Syrie	* Montserrat
Sao Tomé et Príncipe		* Tokelau	Namibie
Sénégal		Tonga	Nauru
Sierra Leone		Turkménistan	Niue
Somalie		Ukraine	Palau

Soudan		Vietnam	Panama
Soudan du Sud			Pérou
Tanzanie			Serbie
Tchad			Seychelles
Timor-Leste			Ste Lucie
Togo			* Ste-Hélène
Tuvalu			St-Kitts et Nevis
Vanuatu			St-Vincent et Grenadines
Yémen			Suriname
Zambie			Thaïlande
Tunisie			
Turquie			
Uruguay			
Venezuela			
* Wallis et Futuna			

(1) RNB par habitant < 1005 \$ en 2010

(2) RNB par habitant entre 1006\$ et 3975 \$ en 2010

(3) RNB par habitant entre 3976 \$ Et 12275\$ en 2010

ANNEXE 2 : MEMBRES DU CAD ET AUTRES DONNEURS AVEC LEUR APD NETTE EN 2012

TABLEAU 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES MEMBRES DU CAD ET DES AUTRES DONNEURS EN 2012
Données préliminaires pour 2012

	2012		2011		2012	Variation en
	APD	APD/RNB	APD	APD/RNB	APD	pourcentage de
	millions de USD	%	millions de USD	%	millions de USD (1)	2011 à 2012 (1)
	courants		courants		Aux prix et taux de change de 2011	
<i>Pays du CAD:</i>						
Allemagne	13 108	0,38	14 093	0,39	13 991	-0,7
Australie	5 440	0,36	4 983	0,34	5 436	9,1
Autriche	1 112	0,28	1 111	0,27	1 180	6,1
Belgique	2 303	0,47	2 807	0,54	2 442	-13,0
Canada	5 678	0,32	5 459	0,32	5 682	4,1
Corée	1 551	0,14	1 325	0,12	1 557	17,6
Danemark	2 718	0,84	2 931	0,85	2 879	-1,8
Espagne	1 948	0,15	4 173	0,29	2 101	-49,7
États-Unis	30 460	0,19	30 783	0,20	29 907	-2,8
Finlande	1 320	0,53	1 406	0,53	1 400	-0,4
France	12 000 (2)	0,45 (2)	12 997	0,46	12 785	-1,6
Grèce	324	0,13	425	0,15	353	-17,0
Irlande	809	0,48	914	0,51	860	-5,8
Islande	26	0,22	26	0,21	27	5,7
Italie	2 639	0,13	4 326	0,20	2 823	-34,7
Japon	10 494	0,17	10 831	0,18	10 601	-2,1
Luxembourg	432	1,00	409	0,97	449	9,8
Norvège	4 754	0,93	4 756	0,96	4 773	0,4
Nouvelle-Zélande	455	0,28	424	0,28	437	3,0
Pays-Bas	5 524	0,71	6 344	0,75	5 928	-6,6
Portugal	567	0,27	708	0,31	615	-13,1
Royaume-Uni	13 659	0,56	13 832	0,56	13 532	-2,2
Suède	5 242	0,99	5 603	1,02	5 411	-3,4
Suisse	3 022	0,45	3 051	0,45	3 188	4,5
TOTAL DU CAD	125 586	0,29	133 716	0,31	128 356	-4,0
Performance moyenne des pays du CAD		0,43		0,47		
<i>Pour mémoire :</i>						
Institutions de l'UE	17 570		17 391		18 778	8,0
Pays CAD-UE	63 707	0,42	72 080	0,44	66 747	-7,4
Pays du G7	88 038	0,26	92 321	0,27	89 321	-3,3
Pays non membres du G7	37 548	0,43	41 395	0,46	39 035	-5,7
<i>Pays non-membres du CAD :</i>						
Emirats arabes unis	942	0,27	737	0,22	963	30,6
Estonie	23	0,11	24	0,11	24	-2,7
Hongrie	119	0,10	140	0,11	129	-7,5
Israël (3)	177	0,08	206	0,09	185	-10,1
Pologne	438	0,09	417	0,08	469	12,4
République slovaque	78	0,09	86	0,09	83	-3,5
République tchèque	219	0,12	250	0,12	240	-4,2
Slovénie	58	0,13	63	0,13	61	-2,4
Turquie	2 532	0,33	1 273	0,16	2 530	98,7

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(2) Estimation du Secrétariat.

(3) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Notes: Les données 2012 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2013. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Ces données comprennent des prêts concessionnels. Le CAD est actuellement en train d'examiner les différentes pratiques de ses membres dans la notification de ces prêts comme APD.

Source: OCDE, 3 avril 2013.

Annexe 3 : Répartition des surfaces développées selon les grands groupes de cultures (Ha)

Province	Cultures temporaires	Cultures permanentes
Antananarivo	690 115	341
Fianarantsoa	771 614	50 747
Toamasina	568 625	86 457
Mahajanga	556 540	8 913
Toliara	620 006	1 816
Antsiranana	258 336	85 630
MADAGASCAR	3 465 236	233 904

Source : Ministère de l'Agriculture/DSEC

Annexe 4 : Poids des secteurs dans le PIB

Année	Part du secteur dans le PIB		
	Primaire	Secondaire	Tertiaire
2000	31,8	12,9	52,1
2001	25,7	13,5	53,8
2002	29,8	13,6	51,3
2003	26,8	14,1	51,6
2004	26,2	14,5	51
2005	25,7	14,3	51,4
2006	25,1	14,8	52,4
2007	23,4	14,8	53,9
2008	22,3	14,5	54,6
2009	26,7	14,7	51,5
2010	25,7	14,7	52,8
2011	25,6	14,6	52,7

Source: INSTAT/DES

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS et ACRONYMES i

LISTE DES GRAPHIQUES iii

INTRODUCTION GÉNÉRALE..... 1

PARTIE I : APPROCHE THÉORIQUE SUR L'AIDE EXTÉRIEURE ET LE SECTEUR
AGRICOLE..... 3

Chapitre I : GÉNÉRALITÉS SUR L'AIDE EXTÉRIEURE 4

I. Aperçu général sur l'aide extérieure..... 4

1.1. Contexte historique..... 4

• Le plan Marshall 6

1.2. Définitions 6

1.3. Classification de l'aide extérieure 8

1.3.1 Selon les sources 8

• L'aide bilatérale 8

• L'aide multilatérale..... 8

1.3.2 Les formes d'intervention de l'aide..... 9

• Aide en nature 9

• Aide financière..... 9

• Assistance technique 9

1.3.3 Selon l'objectif de l'aide 10

• Aide aux programmes 10

• Aide projet 10

• Aides en direction des sociétés civiles, ONG..... 11

II. Approche théorique de l'aide extérieure 12

2.1. Notion de croissance et développement 12

2.1.1. Mesures de la croissance 12

2.1.2. Facteurs de croissance 12

• Augmentation de la productivité 13

• Accumulation de facteur de production	13
2.1.3. Développement.....	14
• Indicateur de développement humain (IDH)	14
• Étapes de développement Rostow.....	15
2.2. Justification de l'aide	16
2.2.1. Origine de l'aide du côté des donateurs	17
• Résolution de sous développement	17
• Maintien de la paix	17
• Création d'une zone d'influence	17
• Débouchés industriels	18
2.2.2. Justification de l'aide du point de vue des pays receveurs :	18
• Théorie du double déficit	18
2.2.3. Aide extérieure source de dégradation du terme de l'échange des pays payeurs...	20
2.2.4. Aide comme facteur de dépendance	20
2.2.5. Aide et secteur prioritaire	21
Chapitre II : L'importance de l'agriculture	23
I. Définitions des concepts.....	23
1.1. Agriculture	23
• La terre	23
• Les conditions naturelles et les saisons.....	23
• La rigidité de la demande	24
1.2.1. Dualisme sectoriel	24
1.2.2. Économie paysanne.....	25
II. Analyse théorique du rôle du secteur agricole dans la croissance et le développement.....	25
2.1. L'agriculture au reste de l'économie.....	26
2.1.1. Agriculture, croissance de la population, offre de produits alimentaires.....	26
2.1.2. Agriculture et réserves de change.....	27
2.1.3. Agriculture et transfert de main d'œuvre vers l'industrie	28
2.2. Agriculture et développement	29
2.2.1. Réduction de la pauvreté	30
• L'agriculture en tant qu'activité économique	31
• L'agriculture en tant que moyen de subsistance	31
• L'agriculture en tant que fournisseur de services environnementaux	31
2.2.2. L'agriculture secteur de référence à la croissance.....	31

PARTIE II : IMPACT DE L' AIDE EXTÉRIEURE SUR LE SECTEUR AGRICOLE	34
Chapitre I : L' agriculture à Madagascar.....	34
I. L' agriculture à Madagascar	34
1.1. Politique agricole à Madagascar.....	35
1.1.1. Les stratégies agricoles appliquées pendant la première république.....	35
1.1.2. La politique agricole pendant la Révolution socialiste	35
1.1.3. La politique agricole dans le programme d'ajustement structurel (depuis 1984)....	36
• Le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR)	36
• Objectifs de PADR.....	37
• Exemple : le Programme de Soutien au Développement Rural (PSDR)	37
• Le Programme National de Développement Rural (PNDR).....	38
1.2. Les principaux actifs de l' agriculture à Madagascar.....	39
1.2.1. La terre	39
1.2.2. Les matériels agricoles	40
1.2.3. Main d'œuvre	41
1.3. Produits	41
1.3.1. Les produits d'exportations.....	42
1.3.2. Les produits vivriers.....	43
1.3.3. Les produits d'élevage	43
1.4. Le poids du secteur agricole à Madagascar.....	44
II. Situation de l' aide à Madagascar.....	45
2.1. Évolution de l' aide globale	45
2.2. Répartition et évolution de l' aide par secteur prioritaire	47
2.3. Principaux partenaires techniques et financiers de l' agriculture.....	50
2.4. Aperçu des réalisations récentes des PTF au développement rural	52
• Le Système des Nations Unies (SNU)	52
• BAD	53
• UE	53
• France	53
• ONGI	53
Chapitre II : Impact de l' aide extérieure sur le secteur agricole à Madagascar.....	54
I. Rappel de la théorie de corrélation.....	54
• Mesure de corrélation.....	55
• Test statistique	55

• Règle décision.....	56
II. L'impact de l'aide sur le secteur agricole à Madagascar.....	56
1.1. Impact de l'aide extérieure sur le PIB.....	57
1.2. Impact de l'aide extérieure sur l'exportation.....	58
CONCLUSION GÉNÉRALE	60
BIBLIOGRAPHIE	iv
ANNEXES	v
TABLES DES MATIERES	

Nom: RAKOTO RAMAMBASON

Prénoms: Lucas Jhasina Harinjaka

Nombre de pages: 60

Nombre de graphiques: 6

Nombre de tableaux: 5

AIDE EXTERIEURE ET SECTEUR AGRICOLE A MADAGASCAR

RESUME

Compte tenu des problèmes de développement de Madagascar, les ressources intérieures comme l'épargne, les impôts et les bénéfices de l'administration ne permettent pas à l'Etat de remplir ses fonctions en occurrence de contribuer à l'investissement national. Etayé par diverses théories, le financement extérieur pour combler ces déficits devient ainsi une logique incontournable dans les pays en développement.

Depuis des décennies, Madagascar a figuré dans la liste qui bénéficie de l'aide publique au développement et en a toujours reçu, mais aussi bizarre que cela puisse paraître la majorité de la population vit toujours dans la pauvreté. La lutte contre celle-ci demeure le principal objectif de tous les gouvernements récurrents en agissant à travers les secteurs.

Un des secteurs qui permet de lever ce problème de pauvreté est sans doute le secteur agricole dans la mesure où il touche socialement et économiquement plus de 80% des 22,6 millions que compte la population malagasy. En outre, le rôle de ce secteur est aussi mis en exergue par certains auteurs et par la Banque Mondiale. L'amélioration de l'agriculture se traduit donc par l'amélioration de niveau de vie de la population. Pourtant, ces aides allouées, qui ne sont pratiquement pas suffisantes n'ont aucun impact significatif sur les performances agricoles malagasy.

Mots clés : Aide extérieure au développement, secteur agricole, croissance économique, développement.

Encadreur : Professeur Jeannot RAMIARAMANANA

Adresse de l'auteur : Lot III S 254 G Ouest Mananjara Antananarivo_101

E-mail : rmb_harinjaka@yahoo.fr **Téléphone:** 032 58 392 09/ 034 80 620 32